

AÏD EL-FITR

Le président Tebboune reçoit les vœux de son homologue turc

P. 24

FINANCES

Le projet de Loi de finances complémentaire 2020 en chiffres

P. 24

PANDÉMIE-PRÉVENTION-ANCA

"Commercialisation de masques à un prix ne dépassant pas 30 DA à partir de la semaine prochaine"

P. 3

PROJET DE LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE 2020

Un recadrage et des correctifs

Le projet de Loi de finances complémentaire pour l'année 2020 (PLFC 2020), présenté mardi par le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya devant l'Assemblée populaire nationale (APN), propose un nouveau cadrage macro-économique et budgétaire en tenant compte du contexte national et international caractérisé par une crise sanitaire sans précédent et une baisse drastique des prix du baril de pétrole. Outre une diminution du prix fiscal du pétrole de 50 à 30 dollars, le projet prévoit d'engager une réduction de 3% des dépenses de fonctionnement de l'Etat, hors masse salariale et transferts sociaux. -Les exportations d'hydrocarbures devraient atteindre 17,7 milliards de dollars à la fin de l'année 2020 contre 35,2 milliards prévus dans la LF 2020. La croissance économique prévue dans le PLFC s'établirait à -2,63% contre 1,80% prévue dans la loi de finances initiale. Le projet comporte également une série de mesures fiscales et parafiscales destinées à encourager l'investissement productif, national et étranger.

P.p 3-6-24 DKnews/APS



PLFC 2020

Des députés de l'APN émettent des réserves sur la hausse des taxes sur les carburants et les véhicules neufs

P. 24

MARTYRS-COMMÉMORATION

79^e anniversaire de la mort du martyr Mohamed Bouras

P. 3

PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

Université Johns Hopkins : le nombre de décès dépasse les 350.000 dans le monde

P. 3

SANTÉ

PELLICULES

Comment en venir à bout ?

P.p 12-13

FOOTBALL

SOUPÇONS DE MATCH ARRANGÉ "La Fifa n'aura pas à s'impliquer directement" (FAF)

P. 21



COVID-19

Cinq pays de l'UE appellent à mettre en place une application commune de traçage

P. 17

SITUATION DES ARTISTES Rencontre entre les ministres de la culture et du travail

P. 16

NON-RESPECT DES MESURES DE PRÉVENTION DURANT L'AID EL FITR

Procédures judiciaires contre 5.319 individus et mise en fourrière de 1.647 véhicules



Cinq mille trois-cent-dix-neuf (5.319) personnes ont fait l'objet de poursuites judiciaires et 1.647 véhicules et 602 motos mis en fourrière durant les deux jours de l'Aid El-Fitr pour violation des dispositions organisationnelles relatives à la prévention et la lutte contre la propagation du Coronavirus, a indiqué mardi un responsable de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Les services de police ont enregistré durant la même période, 79 infractions dont 52 relatives au regroupement de plus de deux personnes et 27 relatives au non-respect de la distanciation sociale, a précisé le chef de la cellule de communication et des relations publiques à la DGSN, le Commissaire divisionnaire Amar Laroum.

A cette occasion plusieurs initiatives de solidarité accompagnées de campagnes de sensibilisation sur la nécessité de respecter les mesures de confinement ont été organisées où les différents services de la police ont distribué 50.000 masques aux citoyens dans de nombreuses wilayas du pays en sus de la programmation de visites à certains patients dans les hôpitaux et les maisons de repos pour personnes âgées et l'organisation de plusieurs campagnes de sensibilisation au profit des usagers de la route, a-t-il ajouté.

Les services de la DGSN restent vigilants pour protéger les citoyens, préserver la santé publique, sécuriser les biens et mettre en œuvre la réglementation relative aux mesures de confinement et aux dispositions de la réglementation relatives à la prévention et la lutte contre la propagation du Covid-19", a souligné M. Laroum.

Appelant les usagers de la voie publique à faire preuve de prudence, le même responsable a rappelé le numéro vert 1548 et la ligne de secours 17 pour la réception des signalements 24h/24.

PROTECTION CIVILE

Plus de 300 interventions enregistrées à Alger au cours des deux jours de l'Aid El Fitr



Les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont enregistré plus de 300 interventions au cours des deux jours de l'Aid El Fitr (24 et 25 mai), suite à des appels de secours reçus de citoyens signalant des accidents de la circulation, des accidents domestiques ou dans le cadre des évacuations sanitaires, a-t-on appris mardi auprès du chargé de communication de cet organisme, le lieutenant Khaled Benkhalfallah.

Dans une déclaration à l'APS, M. Benkhalfallah fait état de l'enregistrement, pendant les deux jours de l'Aid, de 320 interventions effectuées par la Protection civile au niveau des différentes communes d'Alger, et ce suite à des appels de secours reçus de citoyens signalant des accidents de la circulation, des accidents domestiques ou dans le cadre des évacuations sanitaires pour la prise en charge et le transfert de citoyens vers divers établissements hospitaliers de la capitale.

Dans leur territoire de compétence, les unités de la Protection civile de la capitale ont effectué, au cours de la période susmentionnée, des interventions concernant cinq accidents de la circulation, a-t-il indiqué, ajoutant qu'aucun décès n'a été déploré, hormis 05 cas de blessés qui ont été secourus sur les lieux, puis transférés vers les hôpitaux.

Ces cinq accidents sont survenus au niveau des communes d'El Mohammadia, Chéraga, Bab Ez-zouar et des Eucalyptus, en raison du non-respect du code de la route, a-t-il expliqué.

M. Benkhalfallah a en outre précisé que les autres interventions concernaient des accidents domestiques et des évacuations sanitaires de citoyens souffrant de maladies chroniques et de fractures, lesquels ont été orientés vers des hôpitaux pour recevoir les soins, a-t-il affirmé.

Selon le même interlocuteur, deux incendies ont été enregistrés, pendant le 1er jour de l'Aid El Fitr, en milieu urbain au niveau des communes d'El-Harrach à Boumati et Sidi Moussa, sans aucune perte matérielle ou humaine.

La même source a mis en avant la participation des différentes unités de la Protection civile d'Alger aux activités et opérations de solidarité et de sensibilisation liées à la prévention contre la propagation du Coronavirus (Covid-19) afin d'éviter toute contamination.

INITIATIVES

Skikda : réalisation d'un passage piéton en 3D



L'association nationale de prévention et de culture routière en coordination avec l'association des jeunes algériens ont lancé à Skikda une initiative de doter plusieurs routes de passages piétons en trois dimensions, comme première du genre dans la wilaya, a-t-on appris, mardi du coordonnateur de wilaya de cette association, Sofiane El Aïssoub.

Mise en place pour un début à la cité des allées de Skikda, cette initiative qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour réduire le nombre d'accidents de la route et lutter contre l'excès de vitesse, vise à apprendre aux enfants de traverser la chaussée dans les passages piétons d'une part, et d'autre part rappeler aux conducteurs l'impératif de respecter la priorité aux piétons, selon la même source.

Le représentant de l'association des jeunes algériens, Alaeddine Doub a pour sa part révélé que deux passages piétons en 3D ont été réalisés au centre-ville de Skikda en attendant de poursuivre cette initiative dans toutes les communes de la wilaya selon un programme spécial, soulignant que ces passages sont généralement tracés durant la nuit pour ne pas entraver la circulation.

Il est à noter que nombreux sont les citoyens qui ont salué cet équipement qui grâce à un effet d'optique donne l'illusion d'un ralentisseur surélevé visible pour les conducteurs sur plusieurs mètres.

EMIGRATION CLANDESTINE

Chlef : mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine de 17 personnes à partir de la plage de Ténés



Une tentative d'émigration clandestine de 17 personnes à partir de la plage de Ténés (55 km au nord de Chlef), a été mise en échec par des éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de "Kaloul", relevant de la daïra d'Abou Lhassane (à 49 km au Nord-ouest du chef lieu de la wilaya), a indiqué, mardi, un communiqué de ce corps sécuritaire.

L'opération a été réalisée grâce à des informations portant présence de personnes qui s'approprièrent à émigrer clandestinement, par la mer, à partir de la plage de Ténés, a précisé la même source.

Les investigations et recherches menées par la brigade mobile de la police judiciaire, à ce sujet, ont permis l'arrestation de 17 suspects (tous originaires de Chlef et âgés entre 17 à 40 ans), qui se préparaient à quitter "illégalement" le territoire national, par la mer, avec la saisie en leur possession de 3000 litres de carburant, et un montant de 60.000 DA et de 50 euros, est-il ajouté dans le communiqué.

Un véhicule de transport en commun des voyageurs, un petit camion et un véhicule touristique ont été, également, saisis, durant cette opération, est-il précisé.

Les suspects ont été présentés devant le tribunal de Ténés, pour le chef d'inculpation de "trafic de migrants et quitter le territoire national sans autorisation".

BLIDA

Chute d'un pont et décès d'un jeune motocycliste

Un jeune, la vingtaine, a trouvé la mort, à Blida au zème jour de l'Aid El Fitr, suite au dérapage de sa moto et sa chute du haut d'un pont, alors que la personne qui l'accompagnait a été gravement blessée, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la Protection civile.

L'accident est survenu lundi soir, suite au dérapage d'une moto et sa chute du haut du pont "Guerguour", sis sur l'axe de la RNo4 reliant les communes d'Oued El Alleugue et Mouzaia.

Le pont a été ouvert récemment au trafic routier, après le parachèvement de ses travaux d'aménagement, a-t-on ajouté de même source. Le conducteur de la moto (17ans) est mort sur place, alors que son accompagnateur (18 ans) a été atteint de blessures graves, ayant



nécessité son évacuation vers l'hôpital Franz Fanon. La dépouille de la victime a été, également, transférée

vers la morgue du même établissement hospitalier, est-il précisé de même source.

PROJET DE LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE 2020 M. Raouya présente le projet devant l'APN

Le ministre des Finances, Abderahmane Raouya, a présenté mardi le projet de loi de finances complémentaire (PLFC) pour l'exercice 2020 devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

Lors d'une séance plénière présidée par le président de l'Assemblée, Slimane Chénine, en présence de membres du Gouvernement, M. Raouya a souligné que ce projet de loi "a été élaboré dans un contexte qu'on pourrait qualifier d'exceptionnel et d'inédit, marqué par la conjonction de deux facteurs majeurs, à savoir: la stagnation économique mondiale et la crise sanitaire globale sans précédent".

Le PLFC 2020 prévoit la baisse des dépenses budgétaires à 7.372,7 mds DA (m

ds) contre 7.823,1 mds DA dans la Loi de finances (LF) initiale. Les recettes budgétaires devraient elles aussi baisser à 5.395,8 mds DA contre 6.289,7 mds DA dans la LF initiale. Le déficit budgétaire devrait atteindre 1.976,9 mds DA (-10,4% du PIB) contre 1.533,4 mds DA dans la LF initiale (-7,2% du PIB). Compte tenu de la chute drastique des cours du pétrole ces derniers mois, le prix de référence du baril de pétrole a été revu à la baisse de 50 à 30 dollars et le prix de marché est passé de 60 à 35 dollars dans le PLFC 2020.



COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

"Mobilisation de tous les moyens pour couvrir les dépenses supplémentaires imposées par la conjoncture actuelle"

La Commission des Affaires économiques et financières à l'Assemblée populaire nationale (APN) a insisté, dans son rapport préliminaire présenté mardi sur le projet de loi de Finances complémentaire de 2020 (PLFC 2020), sur l'impérative mobilisation de tous les moyens à même de mettre en place les ressources financières devant couvrir les dépenses supplémentaires imposées par les conditions économiques et sanitaires actuelles. La Commission a fait savoir, dans ce rapport lu par son rapporteur, Mme Nacera Sadek lors d'une session plénière consacrée à la présentation et l'examen du PLFC et présidée par M. Slimane Chénine, président de l'APN en présence des membres du Gouvernement, que "l'accroissement de l'engagement de l'Etat sur les plans économique et social exige la mobilisation de tous les moyens dans le souci de mettre en place les ressources financières devant couvrir les dépenses supplémentaires imposées par la conjoncture actuelle", ajoutant que "le recours à une loi de Finances complémentaire permettra de "me ttre en place des approches budgétaires" à même de gérer la crise et de prendre des mesures devant conserver les grands équilibres financiers du pays".

Le PLFC 2020 intervient dans une conjoncture économique et financière difficile que traverse le pays en raison des retombées de la crise sanitaire mondiale due à la pandémie de covid-19 ayant entraîné une stagnation de l'économie au niveau mondiale ainsi que des incidences négatives sur l'économie nationale notamment sur le plan financier suite à la réduction des ressources financières du pays en raison de la chute des prix du pétrole contre un accroissement des engagements de l'Etat sur les plans économique et social, a relevé la commission. Selon le rapport de la Com-

mission, la situation financière critique que traverse le pays en raison des répercussions de la crise sanitaire mondiale exige "des mesures strictes sur les plans économique et financier à même d'éviter une stagnation de l'économie et ce à travers la redynamisation de la cadence de l'activité économique et la réalisation de l'autosuffisance, étant l'unique solution, estime la commission, devant être dans le cadre d'une vision économique efficace compatible à la situation financière actuelle.

S'agissant du volet relatif aux mesures législatives proposées par le PLFC, le rapport a valorisé les mesures visant le renforcement du pouvoir d'achat des ménages en ciblant la catégories des personnes à faible revenu par la revalorisation du salaire national minimum garanti (SNMG) et l'exonération totale de l'Impôt sur les revenus global (IRG) pour les revenus n'excédant pas 30.000 DA.

La commission a estimé que les mesures relatives à la relance économique étaient indispensables vu les circonstances économiques et financières difficiles actuelles qui exigent la mobilisation de tous les moyens pour trouver des alternatives possibles à même d'apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale.

Les réunions tenues par la commission dans le cadre de l'examen et du débat des dispositions du projet de loi avec des cadres du ministère des Finances étaient riches, en ce sens où les explications nécessaires ont été données, avec l'explication des conditions, motifs et modalités d'application de certaines nouvelles dispositions. Ces rencontres avaient permis de réaffirmer l'impératif d'actualiser et de moderniser les systèmes fiscal et douanier pour mieux s'adapter aux conditions économiques et finan-

cières actuelles, selon la commission.

La commission a préconisé l'élargissement de la numérisation et des nouvelles technologies informatiques pour assurer davantage d'efficacité dans la collecte des redevances du trésor public, et renforcer les cadres de coordination entre l'ensemble des instances et services de l'Etat.

Quant aux mesures visant à pallier les difficultés de coordination entre le service du cadastre et la Conservation foncière, la commission a salué la mesure relative à la fusion des deux services dans une même instance administrative, ce qui permettra de conférer davantage d'efficacité à la création d'un nouveau système de numérotation en surface. Dans son rapport préliminaire, la commission a présenté 15 amendements à des articles dudit projet de loi, entre autres amendements de forme ayant ciblé d'autres articles, à travers la correction de certaines erreurs matérielles.

Le ministre des Finances, Abderahmane Raouya, a présenté mardi le projet de loi de finances complémentaire (PLFC) pour l'exercice 2020 devant l'Assemblée populaire nationale (APN). M. Raouya a souligné que ce projet de loi "a été élaboré dans un contexte qu'on pourrait qualifier d'exceptionnel et d'inédit, marqué par la conjonction de deux facteurs majeurs, à savoir: la récession économique mondiale et la crise sanitaire inédite". Le PLFC 2020 prévoit la baisse des dépenses budgétaires à 7.372,7 mds DA (m ds) contre 7.823,1 mds DA dans la Loi de finances (LF) initiale. Les recettes budgétaires devraient elles aussi baisser à 5.395,8 mds DA contre 6.289,7 mds DA dans la LF initiale. Les membres de l'APN ont entamé mardi le débat du projet de loi qui se poursuivra mercredi, alors que la séance de vote est prévue dimanche.

MARTYRS / COMMÉMORATION

Les SMA commémorent le 79e anniversaire de la mort du martyr Mohamed Bouras

La Mouhafadha de la wilaya d'Alger de l'Association des Anciens scouts musulmans algériens (SMA) a commémoré, mardi, le 79e anniversaire de la mort du martyr Mohamed Bouras, fondateur du mouvement scout en Algérie, en présence du Commandant général, Mustapha Saâdoune, du commissaire de wilaya et des commandants des groupes des scouts d'Alger, a-t-on constaté. La marche symbolique des scouts des commandants des groupes a pris le départ du stade communal de Kouba et a sillonné ses artères avant de se rendre au cimetière de Ben Omar où une gerbe de fleurs a été déposée sur la tombe du martyr Mohamed Bouras, fondateur du premier groupe de scouts en Algérie en 1935. Dans une déclaration à l'APS, le commissaire de wilaya, Abbad Tarek a affirmé que la commémoration de la mort du héros Mohamed Bouras se veut une évocation de la mémoire du Commandant et fondateur du mouvement des scouts en Algérie pour la faire connaître aux générations montantes, tout en mettant en exergue la contribution de ce mouvement depuis sa création dans la préparation de générations de pionniers et de commandants du mouvement national et de la révolution imprégnés des valeurs et principes nationaux et de ses constantes, de même qu'il contribue aujourd'hui à la formation des générations montantes conformément aux principes du 1er Novembre 1954. Mettant en avant les qualités de Mohamed Bouras, exécuté le 27 mai 1941 par les forces coloniales françaises, Abbad Tarek a souligné qu'il avait permis de promouvoir l'esprit nationaliste et d'ancrer les valeurs du militantisme, de la discipline et de la rigueur dans les rangs des scouts adhérents, ajoutant qu'il faisait partie de ces hommes convaincus que «la liberté ne se donne pas, elle s'arrache ». Il a rappelé que Mohamed Bouras fonda son premier groupe de scouts en 1935 qu'il nomma « El Fellah » et a veillé à inculquer le sens du patriotisme et l'amour de la patrie aux jeunes, saluant son parcours riche en activités sportives. Il a ajouté que les valeurs ancrées chez les jeunes par les Scouts musulmans algériens en font une institution citoyenne et le cadre idéal pour inculquer et consacrer l'entraide sociale solidaire. La même source a rappelé, par ailleurs, les principales actions menées par la Mouhafada de la wilaya d'Alger de l'Association des anciens scouts musulmans algériens dans le cadre des efforts de lutte contre la propagation de l'épidémie de nouveau coronavirus (Covid-19), notamment l'organisation de campagnes de désinfection des espaces publics et de campagnes de sensibilisation en direction des citoyens et des commerçants sur l'importance du respect des gestes barrières et de la distanciation sociale, outre la distribution de plus de 20.000 colis alimentaires aux familles nécessiteuses durant le mois de Ramadhan. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de la communication à la Mouhafada, Anis Ailoul, a précisé que l'Association des anciens scouts musulmans algériens comptait 22.000 adhérents à l'échelle nationale, dont quelque 2.400 à Alger, lesquels participent assidûment aux efforts de lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 ainsi qu'aux différentes actions de solidarité visant à en atténuer l'impact. Il a, dans ce contexte, fait savoir que 10.000 masques seront distribués aujourd'hui aux citoyens et aux commerçants à travers différentes communes de la capitale. Par ailleurs, la rencontre a été ponctuée de témoignages vivants d'anciens scouts algériens pour qui la commémoration de l'anniversaire de la mort du chahid Mouhamed Bouras est l'occasion de rappeler le rôle des SMA durant la Guerre de libération nationale et après l'indépendance. La Journée nationale du scout coïncide avec l'anniversaire de la mort du fondateur des Scouts musulmans algériens, le chahid Mohamed Bouras, exécuté par les autorités coloniales françaises le 27 mai 1941.

PANDÉMIE / PRÉVENTION

"Commercialisation de masques à un prix ne dépassant pas 30 DA à partir de la semaine prochaine" (ANCA)

Les citoyens pourront à partir de la semaine prochaine acheter des masques à un prix ne dépassant pas 30 Da, a affirmé mardi l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA). L'ANCA rendra public, à partir de la semaine prochaine, les numéros de téléphone des ateliers chargés de la fabrication de masques au niveau de toutes les wilayas. L'ensemble des citoyens pourront se rapprocher de ces ateliers pour acquérir directement des masques à un prix ne dépassant pas 30 DA/unité, lit-on dans un communiqué publié sur la page Facebook de l'ANCA. Cette initiative intervient quelques jours après l'entrée en vigueur de

la mesure d'obligation du port de masque pour prévenir et lutter contre la propagation de l'épidémie de Coronavirus. Le décret exécutif rendant obligatoire le port du masque de protection comme mesure de prévention dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus (COVID-19) avait été publié dans le dernier numéro du Journal officiel (numéro 30). Ce décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n 2070 du 24 mars 2020 fixant les mesures complémentaires de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (COVID-19). Ainsi, l'article 13 bis du décret précise: "Est

considéré également comme mesure de prévention obligatoire, le port d'un masque de protection (...) lequel doit être porté par toutes personnes et en toutes circonstances, sur la voie et les lieux publics, sur les lieux de travail ainsi que dans tous les espaces ouverts ou fermés recevant le public, notamment les institutions et administrations publiques, les services publics, les établissements de prestations de services et les lieux de commerce". L'article 13 ter du même décret stipule aussi que "Tout administration, établissement recevant le public, ainsi que toute personne assurant une activité de commerce ou de prestation de services,

sous quelque forme que ce soit, sont tenus d'observer et de faire respecter l'obligation du port de masque de protection, par tous moyens, y compris en faisant appel à la force publique". Le même article précise en outre que "tous les agents publics habilités sont tenus de veiller au strict respect de l'obligation du port de masque de protection". Enfin, le décret énonce dans son article 3 que "les personnes enfreignant les mesures de confinement, de port du masque de protection, des règles de distanciation et de prévention et les dispositions du présent décret, sont passibles de peines prévues par le code pénal".

CRIMES ET MÉMOIRE

Pratiques barbares et inhumaines de l'armée coloniale française

Des Fidaï's d'Oran, anciens condamnés à mort ayant survécu l'époque coloniale française, témoignent des méthodes barbares pratiquées à grande échelle dans le sous-sol du sinistre "Châteauneuf" d'Oran, un commissariat de police qui servait de centre de tortures.

"Mes inquiétudes ont commencé avec l'arrestation de Mohamed Baghdadi et de son adjoint Mohamed Moulay, mes chefs hiérarchiques qui étaient responsables du réseau des Fidaï's d'Oran sous la coupe de Hadj Benalla, adjoint de Larbi Ben M'hidi", raconte Abderrahmane Bentahar, un enfant de haï Planteurs (Sidi El Houari) dans un entretien à l'APS.

Originaire de Tlemcen, Baghdad Mohamed, 11 fois condamné à mort par le tribunal militaire colonial d'Oran, fut exécuté le 1er juillet 1959, de même que son adjoint Moulay Mohamed, le même jour au Champ de tir de Canastel (Oran), de triste réputation", se rappelle-t-il les larmes aux yeux.

Le réseau des Fidaï's d'Oran, dont il était responsable de la branche militaire, était organisé, secret et bien structuré, se souvient Abderrahmane Bentahar, qui dit avoir été recruté par Hadj Benalla parce qu'il savait à l'époque manier les armes pour avoir fait le service militaire obligatoire.

"Je fus arrêté en fin janvier 1957 dans un accrochage avec des soldats français au quartier de Tir au pistolet à Oran, avant d'être conduit au Châteauneuf, où j'ai subi les sévices de la gégène à un puissant voltage", se remémore-t-il vivement.

"Dans les cellules du sous-sol, les policiers et autres bourreaux se relayaient pour me faire parler. L'interrogatoire auquel j'étais soumis, était atroce, un véritable supplice d'un autre âge. Tout nu, dans une position tel un poulet au rôtissoire, poings et mains attachées avec des cordes", raconte-t-il la mort dans l'âme. Malgré la gégène, ses bourreaux n'ont rien pu sou-

tirer de lui, s'est-il enorgueilli, en évoquant le cas de membres du réseau politique local arrêtés ayant subi d'autres sévices comme les brûlures au chalumeau et qui ont résisté.

Et de poursuivre: "après une dizaine de jours dans la cellule 3 du sinistre Châteauneuf, j'ai été condamné à mort et transféré à la prison d'Oran où j'ai purgé deux années".

Le reste de sa peine qu'il décrit avec des mots difficiles, a été effectuée à la prison d'El Harrach (2 ans) puis à Lambèze (Batna) où il est resté jusqu'à l'indépendance. Les séquelles et les blessures des moments difficiles vécus dans les cellules des geôles et prisons de l'administration coloniale sont toujours dures à ressentir et vivaces pour ce vaillant moudjahid qui a poursuivi après l'indépendance le combat de l'édification du pays dans les rangs de l'Armée de libération nationale. "Notre révolution est écrite de mains de sang, de dévouement et de sacrifices", lâche-t-il. Un autre témoignage poignant de Kaddour Naïr, un Fidaï d'El Hamri. Kaddour fut arrêté le 21 novembre 1957 à Oran, armé à la main, après avoir accompli une mission sur ordre du Front de libération nationale,

celle de faire sauter le "Grigui", un bar situé à la rue d'Arzew (actuellement rue Larbi Ben M'hidi) au centre-ville d'Oran, fréquenté par les policiers, les gendarmes et les militaires de l'armée coloniale française et surtout des criminels de guerre.

"C'étaient des buveurs de sang, des violeurs de filles devant leur parents, des pilliers et des assassins qui fréquentaient ce bar",



évoque-t-il fièrement cette opération fidaïe. "Grièvement touché à la jambe, à la tête et à la poitrine, les forces d'occupation m'ont pris pour mort. Ils ne se sont pas empressés de m'évacuer au pavillon 14 de l'hôpital d'Oran, dans un état comateux, puis à la morgue.

"Deux jours après, un agent constate, fait curieux, que je suis toujours en vie et a donné l'alerte. Après quoi, ils m'ont conduit au Châteauneuf pour me faire parler, et là j'ai vécu l'horreur", a-t-il dit avec un pincement au cœur.

"Dès qu'on entre dans ce centre, on entend des hurlements de détenus à longueur de journée. Les caves du sous-sol servaient de salle de tortures digne des bagnes de Nouvelle Calédonie, où la barbarie avait atteint le sommet, tant les pratiques étaient inhumaines", se

remémore-t-il. "Comme l'arrachage des dents ne suffisait pas, il y avait aussi les castrations. La machine criminelle usait d'autres méthodes sophistiquées pour faire parler les Algériens, dont les électrocutions avec de puissants voltage", a-t-il déclaré avec répit. "Malgré l'état de santé grave où je me trouvais, ces criminels n'avaient dans leur vaine que la tentative de me faire parler. Le 28 novembre 1957, le tribunal d'Oran relevant de l'administration coloniale a tenu un procès expéditif me condamnant à mort et je fus conduit à la prison civile d'Oran où j'ai passé une année, avant de purger deux ans à la prison d'El Berrouaghia et deux autres années à la prison d'El Harrach, jusqu'à l'indépendance", se souvient-il encore avec amertume, surtout des premiers

jours à la prison d'Oran, encore convalescent avec une jambe gangrenée

Cette horreur résonne toujours dans ses oreilles, dit-il "Il faut le laisser crever sans manger et sans médicament disent-ils, car il voulait amputer ma jambe", a-t-il déclaré. Et de décrire la maltraitance qu'il a subie de jour comme de nuit dans les centres de détentions, n'était-ce le courage, la foi en Dieu qui lui a épargné de perdre la raison et lui a permis de tenir pour se retrouver un jour en liberté.

Les conditions d'incarcération étaient aussi très pénibles. "Chaque nuit que Dieu fait, on nous annonçait qu'on allait passer à la guillotine durant les cinq années que j'ai passées en prison", garde-t-il en mémoire.

LES 76 CENTRES DE TORTURE DE MASCARA

Témoins de la politique inhumaine du colonialisme français

Les 76 centres de torture ouverts par l'armée française dans la wilaya de Mascara après le déclenchement de la Révolution du 1er novembre témoignent à ce jour de la politique barbare et inhumaine du colonialisme à l'encontre de la population algérienne.

Les méthodes monstrueuses utilisées par les tortionnaires français contre les Algériens dans ces centres constituaient une violation des droits humains et des conventions internationales.

La torture a été pratiquée à grande échelle par l'armée d'occupation. Elle visait à instaurer un climat de terreur et à briser l'adhésion et l'implication de la population dans la lutte contre un système colonial inhumain et oppressif.

Les témoignages des moudjahidine, qui ont vécu dans leur chair cette terreur, démontrent à plus d'un titre la barbarie dont a fait l'objet la population algérienne.

Le centre de torture de la ville de Mascara, connu sous l'appellation de "Dar El Hamra", est l'un des pires de la wilaya, rappellent les responsables du Musée local du Moudjahid, indiquant qu'il s'agissait d'une ancienne ferme exploitée par un colon, transformée en centre de torture en 1959. Le centre pouvait abriter jusqu'à 40 cellules.

"Ce sinistre centre était réputé pour l'usage de la gégène, du supplice de l'eau



mélangée au savon, les brûlures au chalumeau et autres violences commises avant que le détenu ne succombe à ces pratiques ou soit froidement exécuté", a-t-on expliqué, précisant que les dépouilles étaient ensuite jetées dans des puits.

Au centre de torture "Nigo", établi en 1956 entre les communes de Matmor et Sidi Boussaïd, les mêmes atrocités étaient pratiquées. "Dans ce centre, conçu pour accueillir 300 détenus, les forces coloniales recouraient pour faire parler leurs victimes à la gégène, aux supplices de la roue et autres atrocités, qui se terminaient en général par des assassinats".

Le centre de torture "Colin Paul", implanté dans la ville de Sig (nord de la wilaya de Mascara), était aussi connu comme l'un des lieux les plus sinistres de la colonisation française. Outre les séances interminables de torture, le centre, créé en 1957 pour accueillir une moyenne de 100 détenus, est également réputé pour être un haut lieu de sévices barbares. Des détenus étaient enterrés dans des fosses et abandonnés sans eau ni nourriture durant plusieurs jours et parfois jusqu'à ce que mort s'en suive.

Le témoignage du défunt moudjahid, Adda Berkane Mokhtar, disparu il y a quatre ans, a été recueilli par le responsable du

Musée du Moudjahid de Mascara. Il retrace toutes les tortures subies par ce natif de la commune de Maoussa.

Le moudjahid avait rejoint les rangs de l'ALN dans la zone 6 de la wilaya V historique en 1956. Blessé au cours d'une bataille, il a été détenu dans un centre militaire de Saïda où il a connu les pires tortures, dont la gégène. Transféré à la prison d'Oran, il a une nouvelle fois fait l'objet de traitements inhumains et barbares avant sa condamnation à mort. Cette sentence n'a pas été exécutée.

Le moudjahid Touiza Mohamed, décédé en 2019, avait subi le même sort. Le moudjahid, né en 1937 à Sig, avait rejoint les rangs de la Révolution en 1956 en qualité de Fidaï dans la ville d'Oran. Arrêté en 1960, il subit au "2ème bureau" de la ville de Mohamadia, les pires tortures et sévices. Il a également été condamné à mort en 1961.

Aujourd'hui, les centres de torture de Mascara témoignent d'un passé douloureux de la présence coloniale française en Algérie, dans lesquels les Algériens, qui se sont soulevés pour réclamer leur droit légitime à la liberté, ont vécu les pires atrocités. Pour perpétuer la mémoire de ceux qui se sont sacrifiés pour l'Indépendance de l'Algérie, des visites sont organisées périodiquement lors des fêtes nationales et autres occasions commémoratives, au profit des jeunes et élèves de différents cycles scolaires.

TIZI-OUZOU

Des mesures pour le transport du personnel du bâtiment

Des mesures exceptionnelles seront prises pour assurer le transport du personnel des entreprises du bâtiment en vue de relancer les chantiers en souffrance à Tizi-Ouzou, a indiqué mardi le wali Mahmoud Djamaa.

A ce propos, a-t-il affirmé, à l'issue d'une rencontre ayant regroupé les responsables de l'exécutif local concernés par ces projets, "des instructions ont été données à la direction de transport en vue d'étudier, avec ces entreprises et les bureaux d'études, la mise en place d'un plan visant à assurer le transport de leur personnel". Cette mesure, a-t-il souligné, "vise à permettre la relance des chantiers de réalisation de certains programmes en relation directe avec le quotidien du citoyen, notamment, dans l'habitat et l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la santé afin de répondre à la demande en prévision de la prochaine rentrée sociale. Une reprise qui se fera, a-t-il toutefois précisé, "avec l'obligation du respect des mesures de prévention en vigueur

contre la pandémie, tel le port obligatoire du masque", rappelant, à ce titre, qu'une vaste opération de distribution de quelque 200 000 a été entamée au niveau de la wilaya.

Citant l'exemple du secteur de l'agriculture qui a maintenu un certain rythme de travail durant cette pandémie en observant les mesures de protection nécessaires, M. Djamaa a considéré qu'il est "possible aussi pour les travailleurs du bâtiment d'observer les mêmes mesures sur les chantiers".

Lors de cette réunion, il a été également question des derniers préparatifs de la saison estivale pour laquelle les autorités locales se doivent "d'être fin prêt par le nettoyage des plages et autres aires de détente en montagne et surtout à mettre en place les me-



sures sanitaires adéquates", a souligné à l'occasion, M. Djamaa.

Les mêmes instructions ont été également émises par le chef de l'exécutif local, lors d'une réunion l'après-midi avec les chefs de daïras à l'effet

de prendre les mesures nécessaires, en collaboration avec les collectivités locales, en matière de lutte contre les incendies de forêts, en éradiquant les vecteurs susceptibles d'être source de déclenchement et de propagation des incendies.

ORAN

Distribution de 5000 masques de protection durant les deux jours de l'Aïd

Le Majliss (conseil) de "Souboul El Kheirat" relevant de la direction des Affaires religieuses et des waqfs d'Oran a procédé à la distribution de 5.000 masques de protection durant les deux jours de l'Aïd. Le secrétaire du conseil, Cheikh Bahri Bachir a indiqué, à l'APS, que ce quota de masques a été offert gratuitement aux citoyens au quartier populaire d'El Hamri, dans la rue des Aures (ex la Bastille) au centre-ville, à haï Chouhada (ex Castors), haï Menauouer et dans la localité de Belgaid, à l'Est d'Oran. Il a été procédé, à l'occasion de cette opération de distribution, à la sensibilisation des citoyens sur l'importance du port du masque, du confinement sanitaire et du respect de distan-

ciation sociale pour se prémunir contre le coronavirus et contribuer à la lutte contre la pandémie de ce dangereux virus, a-t-il fait savoir. Madjliss Souboul El Kheirat a distribué, durant le mois de ramadhan, des milliers de masques médicaux stérilisés et 800 blouses de protection aux agents de la protection civile et équipes médicales du Centre hospitalo-universitaire "Dr Benzerdjeb, de l'Établissement hospitalo-universitaire "1er novembre 1954" d'Oran et de l'établissement hospitalier spécialisé de pédiatrie de haï "El Menzeh" (ex Canastel), selon la même source. D'autre part, il continu d'offrir des repas chauds à emporter au profit des personnes sans domicile fixe du centre

d'hébergement situé à haï Mohieddine (ex Eckmühl), de même que ceux qui élisent domicile dans les rues et autres dont des familles sinistrées victimes d'un affaiblissement du terrain. Il s'agit d'un incident qui s'est produit mardi dernier dans un site d'habitat précaire à Belgaid dans la commune de Bir El Djir (Oran) où des familles ont été évacuées pour être hébergées provisoirement dans la maison de jeunes du pôle urbain de Belagaid. Madjliss Souboul El Kheirat a procédé, durant le mois de ramadhan, à la distribution de plus de 75.000 repas (iftar et S'hour) aux équipes médicales, paramédicales et malades des hôpitaux d'Oran et familles nécessiteuses, a-t-on encore souligné.

PERTURBATION DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAUX POTABLE À MÉDÉA

Plusieurs opérations d'urgence programmées

Plusieurs opérations d'urgence seront lancées pour apporter des solutions aux problèmes de perturbation de l'alimentation en eau potable enregistrés ces derniers jours dans certaines communes de la wilaya de Médéa, a déclaré mardi le wali Abass Badaoui. Des dotations financières importantes ont été dégagées par le ministère des Ressources en eau pour la réalisation de projets destinés à éviter d'aggraver la situation qui prévaut au niveau des zones d'habitation, notamment à Médéa et Draâ-Smar, et régler définitivement le dysfonctionnement dans l'approvisionnement en eau potable observé depuis quelques jours, a indiqué M. Badaoui, lors d'un point de presse organisé au siège de la wilaya. Il s'agit, selon le chef de l'exécutif, du projet de rénovation du réseau d'adduction et de distribution, situés respectivement dans la commune de Oued-Harbil, à l'ouest, qui alimente la ville de Médéa, à partir du barrage de Ghrif (Ain-Defla), à Settara, périphérie nord de Médéa, la cité 15 décembre, à l'ouest du chef-lieu, et au niveau du réseau d'adduction du barrage de Ghrif.

Une enveloppe financière d'un montant de l'ordre de 50 millions de DA a été affectée à ce projet, a fait savoir le wali, ajoutant que des instructions ont été données aux responsables de l'Algérienne des eaux (ADE) pour livrer ce projet avant fin juin prochain. Deux autres projets, incluent l'acquisition de pompes à eau et de groupes électrogènes de secours au profit des installations hydrauliques alimentant plusieurs communes, dans le but d'éviter toute panne de distribution, pour le premier, et le lancement, dans les tous prochains jours, pour le second, des travaux de raccordement de nombreux villages, relevant des communes de Boughezoul (sud) et Mihoub (nord-est), à partir du champ de captation de Birine (Djelfa) et du barrage de Kouidiater Acedoune (Bouira), a-t-il expliqué. Outre le souci d'assurer l'alimentation régulière des foyers en eau potable, notamment en cette période de confinement et en prévision également de la saison estivale, les nouveaux projets vont permettre, selon Abass Badaoui, de "réduire les pertes d'eau occasionnées par les fréquentes fuites enregistrées sur les principaux réseaux d'adduction et de distribution qui alimentent les grands centres urbains comme Médéa.

NÂAMA Distribution de 50 000 masques de protection



Une opération de distribution de 50 000 masques de protection aux citoyens a été lancée récemment dans la wilaya de Nâama dans le cadre des mesures de prévention contre le Covid-19, a-t-on appris du wali, Medebdeb Idir.

Le même responsable a indiqué que la distribution de ce quota des masques se fera dans différents quartiers des villes et villages de la wilaya, au niveau des magasins, marchés, bureaux de poste et places publiques, dans le cadre de la généralisation du port du masque de protection.

BLIDA

Deux familles sauvées d'un incendie à la cité "Fettal" des 420 logements

Deux familles ont été sauvées, par des éléments de la protection civile, à Blida, suite à un incendie déclaré dans un appartement dans la daïra d'Ouled Aich, a-t-on appris auprès de ce corps sécuritaire. L'unité de la protection civile Ouled Aich a effectué une intervention pour l'extinction d'un incendie, déclaré dans un appartement du 3ème étage d'un bâtiment de la cité "Fettal" des 420 logements, a-t-on ajouté de même source, signalant, outre la maîtrise de l'incendie et l'empêchement des flammes de s'étendre aux autres appartements, le sauvetage de deux familles, sur place. La première famille, constituée de sept membres, était cernée par les flammes dans l'appartement incendié, où aucune perte en vies humaines n'a été enregistrée, au moment où trois membres (deux bébés et une personne âgée), d'une autre famille de l'appartement d'en face, ont été évacués vers l'hôpital, suite à des difficultés respiratoires, dues aux émanations de fumées, a-t-on souligné de même source.

LAGHOUAT

Une prévision de 300.000 quintaux de céréales

Une récolte céréalière de plus de 300.000 quintaux est attendue dans la wilaya de Laghouat au terme de la campagne moisson-battage 2019-2020, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). La production de blé dur et tendre, orge et avoine sera engrangée à partir des superficies emblavées avec irrigation d'appoint, alors que les surfaces non-irriguées ont été affectées par la sécheresse du fait de l'insuffisance de la pluviométrie, a expliqué à l'APS le DSA de Laghouat, Habib Bousri. Par souci d'assurer le bon déroulement de cette campagne moisson-battage, devant démarrer dans les prochains jours, il est fait état de la mobilisation de moyens humains et matériels nécessaires, dont 65 moissonneuses-batteuses, 424 tracteurs et 447 camions pour le transport de la récolte.

CHLEF

Un individu arrêté pour usurpation d'identité (sûreté)

Un individu a été arrêté par des éléments de la 5ème sûreté urbaine de Chlef pour avoir usurpé l'identité d'un policier, indique-t-on mardi dans un communiqué émanant de la cellule de communication de ce corps sécuritaire. Lors d'une patrouille dans le centre ville, les policiers ont été attirés par un individu au comportement suspect avec des citoyens et des commerçants, ajoute le document. Une fouille corporelle du mis en cause a permis la découverte, en sa possession, d'un pistolet en matière plastique, est-il précisé. Selon les investigations menées par la suite, il s'est avéré que le mis en cause (35 ans) promettait aux commerçants la possibilité de régler leur situation administrative dans le cas où ils seraient saisis pour infraction à la décision de fermeture. Le suspect a été présenté devant les autorités judiciaires compétentes de Chlef sous le chef d'accusation d'"usurpation d'identité". Un mandat de mise en détention provisoire a été émis à son encontre, indique-t-on de même source.

AFFAIRES - MANAGEMENT

Ouverture du premier forum virtuel international sur le business management à Setif

Le premier forum virtuel international sur le business management s'est ouvert, mardi, à Sétif, et se poursuivra durant 7 jours.

Dans une allocution prononcée au début de cette manifestation économique, le ministre de la micro entreprise, des Startups et de l'Économie de la connaissance, Yassine Djeridene, a souligné que "l'objectif et la stratégie de l'Etat est d'étendre la création de ce type d'entreprises économiques et de projets technologiques, de développer l'innovation créative et d'encourager les jeunes à créer des entreprises et d'en bénéficier".

De son côté, Ali Mansouri, responsable de cette manifestation économique et directeur de l'Institut international du commerce et de gestion (INCG), dont le siège est domicilié à Sétif, a affirmé à l'APS que ce forum est organisé à l'initiative de cet institut en coopération avec l'institut "Sétif Digital School", sous le parrainage du ministère de la micro entreprise, des Startups et de l'Économie de la connaissance.

Il a précisé par ailleurs que ce forum qui se poursuivra jusqu'au 1er juin prochain est placé sous le slogan "Innovation et technologie", par le biais de visioconférences, et verra la participation d'experts algériens résidant à l'étranger mais aussi des experts étrangers.

M. Mansouri a également ajouté que cette rencontre, programmée à Sétif, était initialement intitulée "Business management, startups et innovation en étroite synergie avec les nouvelles orientations gouvernementales", mais la crise sanitaire induite par le Covid-19 en a décidé autrement.

Au cours de cet événement économique, 32 conférences abordant plusieurs sujets comme "le management, l'innovation, les startups et la technologie", "l'intelligence dans le business", "la cinquième génération", "la gestion, la stratégie et le modèle d'entreprise", "les plateformes de technologie de l'information", "l'innovation en management" et le "financement des startups", feront l'objet de débats.

Au cours de ce forum, il sera également mis l'accent sur les connexions entre les domaines de la technologie numérique, du business et la gestion, comme c'est le cas à travers monde en vue de créer des bases pour échauffer un système de management et d'innovation comme levier pour le développement économique qui bénéficiera aux propriétaires de startups en Algérie, a-t-il indiqué.

Cet événement constituera, en outre, une occasion de découvrir les nouveautés en matière de management, et la manière de développer l'investissement et l'innovation, a souligné la même source.

BANQUE - DEVICES - CHANGES

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du dimanche 24 mai 2020, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	126,52	134,24
1 EUR	138,72	147,25
1 CAD	90,85	96,42
1 GBP	154,34	163,80
100 JPY	117,31	124,50
1 SAR	33,68	35,76
1 KWD	409,30	434,99
1 AED	34,44	36,56
100 CHF	13,088,74	13,893,40
100 SEK	1,315,87	1,396,81
100 DKK	1,860,64	1,974,32
100 NOK	1,272,12	1,350,58

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	127,80	134,24
1 EUR	140,43	147,25
1 CAD	91,77	96,42
1 GBP	15,591	163,80
100 JPY	118,50	124,50
100 CHF	13,221,62	13,893,40
100 SEK	1,329,23	1,396,81

PLFC 2020

Des députés de l'APN émettent des réserves sur la hausse des taxes sur les carburants et les véhicules neufs

Des députés intervenant, mardi, lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée au débat sur le projet de loi de finances complémentaire 2020, ont exprimé leurs craintes d'un impact négatif sur le pouvoir d'achat des citoyens en conséquence de l'introduction des nouvelles taxes et la révision à la hausse des impositions appliquées aux produits pétroliers.



L'introduction de nouvelles taxes et la révision à la hausse des impositions appliquées aux produits pétroliers dans le cadre de ce projet de loi de finances complémentaire auront un impact direct sur le pouvoir d'achat des citoyens et provoqueraient une augmentation des prix des autres services et produits, ont souligné les parlementaires, lors de cette séance, présidée par le président de l'APN, Slimane Chenine en présence du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya et d'autres membres du Gouvernement.

Les membres de l'APN ont déploré également l'examen qualifié "d'expéditif" de ce projet de loi, évoquant le contexte particulier lié à la pandémie de coronavirus et la situation économique actuelle qui exigent, selon eux, de réfléchir à une nouvelle vision pour le développement de l'économie nationale.

A ce propos, le député Lakhdar Benkhellaf de l'Union Nahda-Adala-Bina a dénoncé la programmation par le bureau de l'APN des séances de débats sur PLFC, affirmant que les élus de l'Assemblée n'ont pas eu le temps nécessaire pour examiner ce texte qui contient, selon lui, des dispositions qui remettent en cause des mesures déjà adoptées dans la loi de finances 2020.

Il a cité, notamment, la révision à la baisse du montant minimum en devises soumis à la déclaration douanière de 5.000 euros à 1.000 euros.

Dans le même ordre d'idées, le député Lies Saadi du Front de libération nationale (FLN) s'est interrogé sur la raison de la baisse du montant minimum en devises soumis à la déclaration douanière de 5.000 euros à 1.000 euros, appelant à sa suppression et à lutter contre les transferts illicites de devise pour l'achat de biens immobiliers à l'étranger.

"Durant 15 ans, des Algériens ont transféré des sommes importantes pour l'acquisition de biens immobiliers à l'étranger.

En Espagne, ils sont plus de 7.000 Algériens à disposer d'habitations de manière illicite.

Les autorités devraient plutôt s'intéresser à ces personnes pour récupérer l'argent détourné", a ajouté le député du FLN, déplorant pour sa part la "précipitation" du gouvernement à adopter au plus

vite le présent projet de loi de finances.

Pour le député Nazih Beramdane, (dissident du Mouvement populaire algérien), il n'existe "aucune justification valable" pour procéder à une hausse de la taxe sur les produits pétroliers (TPP) ou assimilés de 3 dinars/litre pour les trois catégories d'essence et de 5 dinars/litre pour le gasoil.

"L'exonération de l'import sur le revenu général (IRG) pour les salaires n'excédant pas 30.000 DA par mois et la hausse du SNMG à 20.000 DA ne profiteront pas malheureusement aux bas revenus avec la hausse des prix des carburants et des prix des véhicules neufs", a fait observer encore l'élu de Guelma.

De son côté, la députée Faïza Bouhama du parti du Front de libération nationale (FLN), a salué les décisions prises par le Président de la République Abdelmadjid Tebboune pour soutenir le pouvoir d'achat des couches défavorisées et l'abattement de 50% en matière d'IRG et d'IBS, au profit des revenus réalisés dans les régions du Sud. Néanmoins, l'intervenante a relevé l'absence d'une vision économique tracée à long terme qui permettra, à ses yeux, d'éviter le recours à la hausse des impôts et la baisse des budgets d'équipements.

La question de la faiblesse du recouvrement de la fiscalité ordinaire et la lutte contre le marché informel a été également soulevée par la députée Saliha Mekhraf du Rassemblement national démocratique (RND), soutenant que le recouvrement des impôts ne concerne que 40% des personnes assujetties.

L'élu du RND a invité aussi les pouvoirs publics à lever le gel sur les projets de santé et à l'intégration des jeunes recrutés dans le cadre des dispositifs de pré-emplois.

Le député Nabi Hebri du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a, pour sa part, estimé que le texte était "dépourvu d'intérêt" et qu'il "remettait en cause la crédibilité" de l'APN qui avait voté lors de la loi de finances 2020 pour l'autorisation aux citoyens d'importer des véhicules de moins de trois ans, avant que "cette disposition ne soit vidée de son sens par

la possibilité accordée aux concessionnaires d'importer des véhicules neufs", a-t-il poursuivi.

Le parlementaire Nacer Hamdadouche, faisant partie également du MSP, s'est interrogé à l'occasion sur les moyens de couvrir le déficit du Trésor en 2020 (près de 3.000 milliards DA) au moment où les prix du pétrole sont en "constante chute" tout en soulevant la question de la gestion des transferts sociaux.

"En dépit de la crise financière que traverse le pays, le gouvernement ne sacrifie 18 milliards de dollars par an pour les transferts sociaux.

Il est temps de revoir cette politique et d'orienter ce soutien en faveur des personnes nécessiteuses", a-t-il plaidé, mettant en garde contre la persistance de la crise économique mondiale et de la pandémie qui auront, selon lui, des conséquences directes sur l'Algérie.

De son côté, la députée Bedra Ferkhi, sans appartenance politique, s'est opposée à la hausse des taxes sur les carburants, demandant au ministère des Finances de procéder plutôt à la révision des taxes appliquées aux produits de consommation "nocifs pour la santé, telles que les cigarettes et les boissons alcoolisées".

Une proposition soutenue par la députée Nadjet Kebaili du parti TAJ, qui a demandé aussi plus de clarifications sur les conditions de financement des importations des véhicules neufs par des concessionnaires agréés.

"Tenant compte de l'érosion des réserves de change du pays, il serait inconcevable de permettre aux concessionnaires d'accéder aux réserves de change pour importer des voitures neuves et demander aux citoyens de financer par leurs propres moyens l'achat de véhicules de moins de trois", a précisé l'intervenante invitant le ministre des finances à fournir plus de détails sur ce sujet.

Notons que le débat général sur le projet de la loi de finances se poursuivra mercredi matin, avant d'écouter les réponses du représentant du Gouvernement aux préoccupations des députés.

Toutefois, la séance consacrée au vote du PLFC 2020 est prévue dimanche 31 mai dans la matinée.

PRIX DU PÉTROLE

Le Brent à moins de 36 dollars à Londres

Les prix du pétrole baissent mercredi au lendemain d'une hausse, tandis que les relations sino-américaines continuent de se détériorer.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 35,82 dollars à Londres, en baisse de 0,97% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour juillet perdait de son côté 0,52%, à 34,16 dollars.

La veille les prix avaient respectivement gagné 1,8% et 3,3%.

"La dégradation des relations entre les Etats-Unis et la Chine a apporté un élément négatif" pour les prix du pétrole, a expliqué Fiona Cincotta, analyste, qui cite également une demande pour 2020 attendue en baisse de 30% du fait des mesures de confinement comme facteur de pression.

Donald Trump a promis



mardi d'annoncer d'ici à la fin de la semaine sa riposte au projet de loi controversé que la Chine veut imposer à Hong Kong, prévenant qu'il risquait de faire perdre au territoire son statut de

place financière internationale.

Ce dossier est venu détériorer encore un peu plus les relations entre les deux premières puissances mondiales, déjà tendues à l'ex-

trême au sujet de la gestion du coronavirus. A l'inverse, comme facteur pouvant limiter la baisse des prix, "le premier mois complet de l'actuel accord de réduction de la production de l'OPEP+ touche à sa fin et le respect de ses dispositions a jusqu'à présent impressionné", souligne Stephen Brennock, analyste.

Mais selon Bjornar Tonhaugen, analyste, il faut voir "l'image dans son ensemble" avec la stabilisation des prix autour de 35 dollars le baril.

"Les variations dans les deux sens sont normales dans les échanges quotidiens et ne sont pas nécessairement liées à une raison fondamentale majeure ou à un événement de marché", a-t-il expliqué.

Le pétrole aidé par le repli de la production dans le monde

Les prix du pétrole ont fini en hausse mardi, aidés par un repli marqué de la production d'or noir dans le monde, en particulier aux Etats-Unis, et des marchés financiers généralement optimistes.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet s'est apprécié de 64 cents, ou 1,8%, pour finir à 36,17 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour juillet a de son côté pris 1,10 dollar, ou 3,3%, pour clôturer à 34,35 dollars.

"De façon générale, les tendances actuelles sur l'offre et la demande (de pétrole) sont de nature à faire monter les prix, certaines estimations évaluant

notamment le repli de la production à environ 13 à 15 millions de barils par jour", remarque Robbie Fraiser de Schneider Electric.

La majeure partie de ce recul provient de la réduction de 9,7 millions de barils promise par les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires.

Mais les extractions sont aussi en forte diminution aux Etats-Unis.

Selon le cabinet Rystad Energy, elle pourrait y descendre jusqu'à 10,7 millions de barils par jour en juin, son plus bas niveau en deux ans, avant de commencer à se redresser lentement.

Mais la production ne devrait pas revenir au-dessus de 11,7 millions de barils

par jour avant 2022, ce qui reste loin des 12,9 millions de barils produits en moyenne chaque jour en mars 2020.

De plus, ajoute M.

Frasier, "il faudrait que la demande revienne pour qu'on puisse voir une rebond significatif des prix du pétrole".

Or "si les récentes semaines ont bien montré que la demande s'était raffermie depuis son effondrement en avril, elle reste bien en dessous du niveau d'avant la pandémie dans la plupart des pays", remarque-t-il.

Résultat: malgré la forte hausse observée ces dernières semaines, les prix du pétrole restent bien en dessous de leurs niveaux de

début mars, avant que la pandémie de Covid-19 ne frappe de plein fouet le monde entier.

En avril, le WTI a même brièvement évolué en territoire négatif pour la première fois de son histoire.

"L'humeur positive observée sur les marchés boursiers tire le pétrole vers le haut", avance de son côté Carlo Alberto De Casa, analyste pour ActivTrades.

La poursuite du déconfinement en Europe et dans quelques Etats aux Etats-Unis, sans rebond du nombre de malades observé pour le moment, et les nouveaux essais lancés par une biotech américaine pour trouver un vaccin ont alimenté l'optimisme des investisseurs.

POLITIQUE FONCIÈRE EN AFRIQUE

La BAD lance une publication scientifique sur le thème

Le Centre africain des ressources naturelles de la Banque africaine de développement (BAD) a lancé une publication scientifique pour faire avancer les réformes essentielles de la politique foncière en Afrique, a indiqué mardi la banque sur son site web.

"En réponse aux défis à travers l'Afrique concernant la propriété et l'utilisation des terres, le Centre africain des ressources naturelles (ANRC) de la BAD lance une série d'articles pour faciliter le débat politique", précise le communiqué de la banque.

Cette publication portant une série d'articles scientifiques vise à "faciliter le débat politique" autour des défis concernant la propriété et l'utilisation des terres en Afrique, explique l'institution financière africaine.

Ces articles ont été rédigés par des universitaires internationaux influents dont les recherches et analyses pionnières ont contribué à orienter la politique de réforme agraire en Afrique pendant plus de deux décennies.

"Les actions devraient insuffler une nouvelle urgence à la nécessité d'une réforme agraire", note la BAD.

Intitulée "repenser la réforme agraire en Afrique: nouvelles idées,

opportunités et défis", cette publication fait suite à la Conférence de novembre dernier sur la politique foncière en Afrique, organisée à Abidjan, et le 10e anniversaire de la Déclaration de l'Union africaine sur la terre, précise la même source.

Cité dans le communiqué de la Banque, le directeur de l'ANRC et co-auteur de la publication, Cosmas Milton Obote Ochieng a déclaré: "nous voulons que ce soit le début d'un débat inspirant qui réexamine les hypothèses et perspectives fondamentales qui sous-tendent les politiques de réforme agraire.

Nous accueillons favorablement les nouvelles recherches, les articles et le dialogue sur ce sujet important".

"Cette initiative devrait inspirer une percée dans la politique de réforme agraire.

Depuis l'indépendance, les gouvernements africains ont du mal à mettre en œuvre des politiques foncières réussies", lit-t-on dans le communiqué de la Banque.

En outre, il a été relevé que "la dégradation des terres, le manque de technologie et de profondes lacunes dans les ressources et les infrastructures ont entravé la modernisation du



secteur agricole essentiel de l'Afrique".

Face à cette situation, la BAD souligne à travers cette publication qu'une "réforme efficace du régime foncier pourrait aider de manière décisive à résoudre une gestion efficace des terres qui mène à la transformation économique durable du continent".

"Il y a une marge considérable pour adopter de nouvelles politiques au niveau continental qui permettraient un équilibre inclusif entre les approches coutumières et nouvelles de la propriété et de l'utilisation qui favoriseraient un plus grand investissement dans l'agriculture", ajoute le communiqué de la BAD.

IRAN - SUISSE

L'Iran appelle la Suisse à améliorer les performances d'un mécanisme de paiement destiné aux transactions iraniennes

Le président iranien Hassan Rohani a demandé mardi à la Suisse de s'efforcer d'améliorer les performances d'un mécanisme de paiement destiné à gérer certaines transactions avec l'Iran, a rapporté l'agence de presse Tasnim.

Au cours d'une conversation téléphonique avec la présidente de la Confédération suisse, Simonetta Sommaruga, M.

Rohani a salué la mise en place de l'Arrangement commercial humanitaire suisse (SHTA), qui permet de réaliser certaines transactions avec l'Iran, mais a souligné la nécessité de rendre ce canal de paiement plus efficace sur le plan opérationnel.

Il a espéré que la Suisse s'efforcera d'améliorer l'efficacité de ce canal de paiement pour permettre notamment à l'Iran de mieux exploiter certaines des ressources financières qu'il possède dans d'autres pays.

Le SHTA a été conçu en octobre 2019 dans le but de faciliter le commerce humanitaire avec l'Iran, afin de remédier à l'impact des sanctions américaines sur certaines transactions financières iraniennes.

Les premières transactions liées à ce mécanisme ont été effectuées avec succès en janvier 2020, démontrant la viabilité et l'efficacité du SHTA. Le 30 janvier, Abdul Nasser Hemmati, le gouverneur de la banque centrale iranienne, a déclaré que si les Américains voulaient vraiment - comme ils le prétendent - permettre à l'Iran de s'approvisionner en médicaments et en produits agricoles, ils devaient assouplir les mécanismes bancaires permettant le transfert et la procuration des fonds nécessaires à l'achat de ces produits.

BELGIQUE - ÉCONOMIE

Les exportations belges pourraient chuter de plus de 90 milliards d'euros en 2020

La baisse des exportations de biens et services des entreprises belges en 2020 pourrait se chiffrer à 92 milliards d'euros (101 milliards de dollars) en valeur absolue par rapport à 2019, ressort-il mardi de la dernière étude de la compagnie d'assurance-crédit "Euler Hermes".

Il s'agirait, selon l'étude, d'un recul "historique" pour les exportations belges en raison de la crise liée à la pandémie du coronavirus.

Selon le classement établi par Euler Hermes en termes de pertes attendues à l'export, la Belgique occupe la 12ème place derrière l'Italie (-101 milliards de dollars également) et devant la France (-98 milliards).

Les pays qui devraient subir les plus grosses pertes au commerce extérieur sont la Chine (-275 milliards de dollars), les Etats-Unis (-246 milliards), l'Allemagne (-239 milliards), le Royaume-Uni (-167 milliards), la Russie (-160 milliards), le Japon (-159 milliards) et les Pays-Bas (-147 milliards), relève la même source.

Les secteurs les plus touchés au niveau mondial par les pertes d'exportations de biens seront par ailleurs ceux de l'énergie (-733 milliards de dollars), des métaux (-420 milliards) et de l'automobile (-270 milliards).

Au contraire, les secteurs Software & IT (+51 milliards) ainsi que pharmaceutique (+27 milliards) devraient connaître une augmentation des exportations, prévoit Euler Hermes.

Selon des prévisions publiées début mai, la Commission européenne indiquait s'attendre à une baisse de 10,6% des exportations belges de biens et services en 2020.

Les importations devraient néanmoins diminuer dans les mêmes proportions, la balance commerciale est donc attendue quasiment à l'équilibre.

MILA

Protestation des habitants de la cité Makhat réclamant une solution à l'insuffisance de l'AEP

Les habitants de la cité Makhat de la commune de Chigara (Nord de Mila) se sont rassemblés, mardi, devant le siège de l'assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité, réclamant une solution à l'insuffisance en matière d'alimentation en eau potable de leurs foyers.

Les protestataires ont hissé des banderoles à travers lesquelles ils requièrent de résoudre ce problème, sollicitant également une intervention du wali de Mila pour "mettre un terme à cette crise subie depuis environ deux mois".

Selon des représentants des protestataires, le retard de la prise en charge du problème de l'insuffisance de l'approvisionnement en eau potable du quartier Makhat par l'assemblée populaire communale, a imposé à ses résidents de recourir à l'achat de citernes d'eau pour répondre aux besoins actuellement en eau accru, notamment en cette période de pandémie de Covid-19. Dans ce même contexte, ils ont aussi déploré l'absence d'intervention des autorités locales pour tenter d'atténuer la pénurie en eau "qui a déjà trop duré", selon eux, et ce, en procédant à l'approvisionnement des foyers en recourant aux citernes de la commune. De son côté, Mme Zahia Benkara, présidente de l'assemblée populaire communale de Chigara, a reconnu l'existence d'un problème en matière d'approvisionnement en eau potable au niveau de cette cité renfermant environ 500 personnes, indiquant que ses habitants y sont desservis en eau une fois tous les 8 jours avec une durée n'excédant pas 45 minutes.

La même source a imputé cela au retard enregistré dans le raccordement de la pompe du forage alimentant ce quartier, mais aussi plusieurs autres quartiers, au transformateur électrique, faisant savoir que ce raccordement aura lieu dans "les prochains jours", ce qui permettra d'améliorer l'approvisionnement en le faisant passer à "2 heures tous les 4 jours", et ce, selon les assurances obtenues de la direction des ressources en eau de la wilaya.

La présidente de l'assemblée populaire communale de Chigara a affirmé, par ailleurs, que "les protestataires ont été informés de ces faits et mis un terme à leur protestation".

TRADITIONS - GHARDAÏA

La courge du M'zab suscite un vif engouement

Légume du terroir très prisé dans les traditions culinaires ancestrales durant les fêtes locales, la courge du M'zab, appelée localement Takhessait, Tamissa ou El-Garaâ, suscite actuellement un engouement des habitants de Ghardaïa.

L'engouement populaire est tel pour ce produit de la famille des cucurbitacées atypique à la région, un légume longiforme pouvant atteindre le mètre, charnu et de couleur verdissante, qu'il est incontournable dans les délices de l'art gastronomique de Ghardaïa, en sauce pour le couscous ou en ragoût.

Cette courge, qui suscite un grand intérêt des agriculteurs locaux qui œuvrent laborieusement en vue d'améliorer son rendement, constitue un légume indispensable pour la préparation de plats collectifs, tels que le couscous, rassembleur de la famille, une tradition de convivialité pérenniée pour sauvegarder la cohésion familiale et revigorer la solidarité sociale.

Plante rampante à longues tiges ramifiées, munies de vrilles, la courge est facile à cultiver, a expliqué Hadj Abdallah, fellah de Bououara.

"Il suffit d'un sol humide et suffisamment ensoleillé pour qu'elle se développe, sachant que l'alcalinité du sol dans la région est favorable à la culture de ce genre de légumes", a-t-il ajouté.

La chair et les graines de cette courge sont utilisées fréquemment en médecine traditionnelle, a révélé, de son côté, Hadj Salah, un herboriste de Ghardaïa.

"L'on conseille souvent le jus ou suc d'une courge pour calmer les maux de tête et réduire le glucose sanguin", a-t-il confié.

Un légume aux grandes vertus

Les graines de la courge du m'Zab sont utilisées pour préparer une émulsion pectorale et rafraîchissante, prescrite lors de rhumes et d'inflammations du tube digestif, a expliqué, pour sa part, un agriculteur de Métili, ajoutant que sa mixture avec du miel



naturel lui confère aussi des vertus aphrodisiaques.

Selon des nutritionnistes, la courge a des vertus médicinales et contient de la vitamine A, bonne pour la croissance, maintient la peau en santé et protège des infections, en plus de jouer un rôle antioxydant, de favoriser une bonne vision, et d'améliorer le système immunitaire.

Il existe plusieurs variétés de courges dans la région de Ghardaïa (courge, citrouille, calebasse et courgette), qui sont consommées à l'état frais comme légume dans différentes sauces et servent également à la fabrication de confiture.

La courge du M'zab sert également d'aliment de bétail dans la région et ses graines sont conservées comme semences et aussi pour la consommation une fois grillées et salées.

Elle peut être stockée pour de longues périodes à l'air libre.

Selon les services agricoles de la wilaya, les superficies consacrées à

cette culture ont atteint durant la saison écoulée environ 200 hectares, soit une production globale d'environ 25.000 quintaux, avec un rendement moyen de 127 quintaux à l'hectare.

De mémoire collective, la courge, originaire des pays tropicaux, a été introduite dans la région au 18ème siècle, avant de s'accommoder avec l'environnement de Ghardaïa et devenir un légume atypique à cette contrée.

Sa culture se pratique dans toutes les localités de la wilaya et son irrigation se fait à travers des puisards équipés de motos-pompes.

Très prisée localement, elle fait l'objet d'un commerce florissant qui bat son plein en période estivale et dont l'excentricité est la fixation de son prix à l'unité, sur le coup d'œil d'un marchand "spécialiste".

Un prix déterminé, dit-t-on, en fonction du rapport de l'offre et de la demande sur le marché et négociable par l'acheteur.

CORONAVIRUS - PRÉVENTION - OUEST DU PAYS

Plus de 900 infractions au confinement sanitaire durant l'Aïd El Fitr

Les wilayas d'Oran, Aïn Témouchent, Mostaganem et de Sidi Bel-Abbes ont enregistré, durant les deux jours de l'Aïd El Fitr, plus de 900 infractions au confinement préventif de propagation de la pandémie de coronavirus, a-t-on appris mardi des services concernés.

En effet, les services de la sûreté de la wilaya d'Oran ont dénombré 425 infractions en violation des mesures préventives.

Des poursuites judiciaires ont été engagées contre les contrevenants, a-t-on indiqué, faisant savoir que durant la même période, 71 véhicules et 29 motos ont été mis en fourrière pour infraction à la disposition particulière portant sur la suspension de toute mobilité de véhicules et motos les jours de l'Aïd El Fitr.

A Aïn Témouchent, les services de police ont ainsi enregistré 301 infractions aux mesures du confinement sanitaire partiel, selon la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Le dispositif de sécurité déployé à l'occasion de l'Aïd El Fitr à travers la wilaya a permis l'établissement de 143 infractions contre des citoyens pour non respect de ces mesures s, avec l'enregistrement de 124 autres à l'encontre de conducteurs et la mise en fourrière de leurs véhicules et



de 34 motos. Le dispositif en question a mené des campagnes de sensibilisation, en plus de la distribution de quotas de bavettes au profit des citoyens dans le sillage des efforts visant à mettre fin à la propagation du coronavirus, a-t-on indiqué.

Les services de la Gendarmerie nationale de Mostaganem ont, pour leur part, enregistré plus de 100 infractions aux mesures préventives contre le Covid-19 durant la même période, a souligné la cellule de communication et des rela-

tions publiques du groupement territorial de ce corps de sécurité.

Les unités de la Gendarmerie nationale ont intercepté, durant les deux jours de l'Aïd, 33 véhicules en violation des mesures de suspension de la circulation automobile.

Toutes les mesures légales et administratives contre les contrevenants ont été prises et leurs véhicules ont été évacués vers la fourrière de la commune.

Ces unités ont également pris des mesures légales à l'endroit de 71 per-

sonnes en infraction des mesures de confinement sanitaires domestiques, a-t-on ajouté.

A Sidi Bel-Abbes, les services de la sûreté de wilaya ont enregistré 70 infractions avec la mise en fourrière de 23 véhicules et deux motos, selon la même source.

D'autre part, les services de la gendarmerie nationale de cette wilaya ont enregistré 45 infractions à l'encontre de personnes pour non respect des règles sanitaires et la mise en fourrière de 8 véhicules, selon les informations fournies par les mêmes services qui ont indiqué avoir enregistré, durant le mois de ramadhan, 540 infractions pour violation des mesures particulières liées à la lutte contre le coronavirus, ainsi que la mise en fourrière de 76 véhicules.

Pour rappel, les services de la sûreté et de la gendarmerie nationale ont effectué des campagnes de sensibilisation les jours de l'Aïd, sous le slogan "Un Aïd sans contamination", avec en prime la distribution de masques de protection aux citoyens au niveau des places publiques, des quartiers populaires et des locaux commerciaux et l'appel à plus de vigilance et de respect du confinement et de la distanciation sanitaire, au port du masque et à éviter les visites familiales.

HCR - AFRIQUE - SANTÉ

Le HCR cherche des solutions pour les réfugiés urbains confrontés aux retombées du COVID-19 en Afrique de l'Est

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué mardi qu'il travaillait en étroite collaboration avec divers partenaires et gouvernements d'Afrique de l'Est afin de trouver des solutions pour aider les réfugiés urbains, qui traversent une période particulièrement difficile en raison de la pandémie de COVID-19.

Le HCR a déclaré que les réfugiés installés en milieu urbain luttent quotidiennement pour survivre, tandis que l'impact économique du COVID-19 continuait à s'aggraver dans les régions de l'Est, des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique.

"Les réfugiés installés dans les zones urbaines des régions de l'Est, des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique ont du mal à subvenir à leurs besoins les plus élémentaires, tandis que l'impact économique du COVID-19 commence à s'installer dans la durée", a-t-il affirmé dans un communiqué. Le HCR a en conséquence demandé environ 13,4 milliards de shillings (environ 126 millions de dollars américains) pour mettre en place un certain nombre d'aides vitales et remédier aux problèmes causés par le COVID-19 dans ces régions.

"Nous craignons cependant qu'en l'absence d'aides supplémentaires, de nombreux réfugiés urbains ne deviennent extrêmement vulnérables à diverses formes



d'exploitation, ne tombent dans des niveaux d'endettement importants, ou ne soient contraints à des pratiques désespérées pour survivre, comme le commerce du sexe ou le travail des enfants", a indiqué le HCR.

Le HCR a déjà apporté une aide d'urgence sous forme d'argent liquide aux populations les plus vulnérables du Rwanda et du Kenya, et est en train d'examiner les moyens d'étendre ce pro-

gramme. Le HCR a exhorté la communauté internationale à soutenir ses efforts dans la région au moyen de financements supplémentaires, afin que l'agence puisse répondre aux besoins croissants des réfugiés avant que la situation n'atteigne un point de rupture. Les réfugiés urbains sont notamment très exposés au chômage, car les entreprises locales ont été obligées de réduire leurs effectifs ou de fermer en raison des res-

trictions liées au COVID-19, a-t-il précisé.

"Beaucoup étaient des travailleurs journaliers, ou travaillaient dans l'économie informelle, et vivaient déjà au jour le jour avant que la pandémie ne frappe", a expliqué le HCR.

Le HCR a déclaré que de nombreux réfugiés en milieu urbain vivaient en outre dans des conditions de surpeuplement et de manque d'hygiène chroniques, et étaient en conséquence particulièrement vulnérables à la propagation du virus - comme par exemple au Kenya, où des milliers de réfugiés vivent dans les quartiers pauvres de Nairobi avec un accès très limité à l'eau courante, rendant presque impossible un lavage régulier des mains.

Le HCR a appelé les États à veiller à ce que les réfugiés urbains aient accès à des filets de sécurité sociale comprenant couverture maladie, accès à la nourriture et assistance en espèces, des programmes que la communauté internationale devrait par ailleurs davantage soutenir.

INDE - MÉTÉO

New Delhi écrasée par la chaleur avec 47,6 C

New Delhi fait face à une vague de chaleur estivale sèche qui sévit ces jours-ci sur le Nord de l'Inde, avec un mercure grimpaçant jusqu'à 47,6 C mardi. La capitale indienne a connu mardi sa plus haute température pour un jour de mai depuis 18 ans.

Dans l'Etat voisin du Rajasthan, la ville de Churu était au même moment le point le plus chaud du pays d'Asie du Sud, avec 50 C enregistrés.

En raison de vents nord-ouest secs au-dessus des plaines du centre de l'Inde, la canicule qui sévit ces derniers jours dans le Nord-Ouest du pays devrait persister jusqu'à jeudi, selon les services météorologiques indiens.

Les mois d'été de mai et juin sont extrêmement chauds et secs en Inde, avec des températures dépassant régulièrement les 40 C.

Cette chaleur retombe avec l'arrivée progressive de la mousson au cours du mois de juin.

Aucun décès n'a pour l'instant été attribué à l'épisode caniculaire en cours.

L'année dernière, le ministère de l'Intérieur indien avait indiqué que 3.500 personnes ont péri dans des vagues de chaleur entre 2015 et 2019.

Cette canicule s'ajoute aux nombreux fléaux qui frappent l'Inde ces dernières semaines, déjà meurtrie par la pandémie de coronavirus, un cyclone dévastateur et sa pire invasion de criquets en près de 30 ans.

CANADA - DEMANDEURS D'ASILE

Ottawa envisage de régulariser les travailleurs des maisons de retraite

Ottawa s'est déclaré, mardi, favorable à la régularisation de la situation des demandeurs d'asile qui prêtent main forte aux maisons de retraite, fortement touchées par la pandémie de coronavirus.

"On sait qu'il y a des gens extraordinaires qui font un travail héroïque dans nos centres de soins de longue durée et nous devons regarder comment on peut les aider", a affirmé le Premier ministre Justin Trudeau lors d'un point de presse à Ottawa.

Selon lui, le ministre de l'Immigration, Marc Mendicino, étudie justement la question et la possibilité "d'accélérer le processus".

"On est dans une situation particulière et exceptionnelle.

La crise du COVID-19 exige qu'on revioie différentes choses", a estimé le Premier ministre, relevant que face à cette situation exceptionnelle, "on peut évidemment envisager des exceptions".

Plusieurs voix se sont élevées pour demander la régularisation du statut des demandeurs d'asile qui sont en première ligne dans les maisons de retraite pour combattre la pandémie.

Au Québec, le gouvernement a annoncé lundi sa décision d'étudier leurs dossiers "un par un" pour déterminer s'il est possible de "les qualifier comme des immigrants".

ETATS-UNIS

Nouveaux remous après une fête collective dans une piscine

Les autorités de l'Etat du Missouri, au centre des Etats-Unis, ont réagi fermement lundi après la diffusion d'une vidéo virale de centaines de personnes festoyant dans une piscine, sans respect des mesures de distanciation sociale en pleine pandémie de nouveau coronavirus.

Les participants s'étant approchés trop près les uns des autres ont reçu pour consigne de se placer en isolation volontaire pendant 14 jours ou jusqu'à ce qu'elles aient été testées négatives au virus.

La vidéo qui a fait bondir les autorités sanitaires du comté de Saint-Louis montre des centaines de noceurs en maillot de bain et coude-à-coude, buvant des cocktails sous le soleil dans

la piscine d'un bar au bord du lac des Ozarks. La séquence publiée samedi sur Twitter a été vue 18 millions de fois.

"Ce comportement irresponsable met en danger de nombreuses personnes et risque de mettre à mal de manière substantielle les progrès que nous avons faits pour ralentir la propagation du Covid-19", a déploré le chef du comté de Saint-Louis, Sam Page.

L'Etat du Missouri a levé le 4 mai une partie des restrictions sur les rassemblements et les bars et les restaurants.

Cet Etat du Midwest est parmi les Etats américains les moins touchés par le nouveau coronavirus, avec quelque 12.167 cas et 683 décès, selon les chiffres de l'Etat Le comté de Miller, où a été fil-

mée la vidéo, n'a enregistré que quatre cas. Mais l'inquiétude est vive aux Etats-Unis, où le déconfinement a commencé dans les 50 Etats mais où le virus reste actif dans plusieurs régions.

Lors du long week-end qui comprenait le jour férié du Memorial Day lundi, marquant traditionnellement le début de l'été aux Etats-Unis, des milliers d'Américains se sont rendus sur les plages, souvent en respectant la distanciation physique, avec ou sans masques.

Les Etats-Unis s'approchent des 100.000 morts dus au nouveau coronavirus, qui a contaminé plus de 1,7 million d'Américains au total selon le comptage de l'université Johns Hopkins qui fait référence.

ANGOLA - PANDÉMIE

2 personnes tuées par la police dans le cadre du confinement

Deux personnes, dont un responsable syndical, ont été tuées par balle par la police à Luanda, a indiqué mardi une source syndicale, portant à cinq le nombre d'individus tués par les forces de sécurité depuis le début du confinement anti-coronavirus fin mars.

Le secrétaire national du Syndicat des enseignants et travailleurs de l'enseignement non universitaire (Simpntenu), "Lazarino Dos Santos, a été tué par balles à la porte de sa maison lundi soir par deux agents de la police à

moto, sans justification", a déclaré le président du syndicat, Avelino Calunga.

Un voisin avec lequel il discutait a été blessé par balles et est décédé de ses blessures à l'hôpital, a-t-il ajouté.

Les autorités angolaises ont confirmé la mort du syndicaliste.

"La police a récupéré le corps du jeune dirigeant syndical et inspecté la scène du crime", qui fait "l'objet d'une enquête, afin de déterminer ses auteurs", a déclaré au quotidien NovoJornal le porte-parole du ministère de l'Intérieur,

Waldemar José. Ces deux morts portent à cinq le nombre de personnes soupçonnées d'avoir été tuées par les forces de sécurité depuis le début du confinement en Angola.

"Nous constatons beaucoup d'excès de la part de la police dans le cadre de l'état d'urgence", a déploré le directeur de l'organisation Friends of Angola, Rafael Morais.

Depuis le début du confinement anti-coronavirus, les organisations de défense des droits humains dénoncent dans plusieurs pays africains des violences

commises par les forces de sécurité pour faire appliquer les mesures anti-coronavirus.

Le président angolais Joao Lourenço a décrété fin mars l'état d'urgence pour freiner la propagation du Covid-19, dont 71 cas, y compris quatre mortels, ont été jusqu'à présent enregistrés.

Des mesures limitant considérablement les déplacements, les réunions et les activités publiques ont été prises.

Elles vont être assouplies à compter de mercredi.

CHINE - SCIENCES

Une expédition chinoise effectue la mesure du plus haut sommet du monde

Une équipe d'arpentage chinoise a atteint le sommet du mont Qomolangma mercredi matin pour effectuer un cycle de mesures du plus haut sommet de la planète.

L'événement marque une étape cruciale dans la mission de la Chine de mesurer une nouvelle fois la hauteur du plus haut sommet du monde.

Selon les scientifiques, cela devrait améliorer les connaissances humaines de la nature et contribuer à stimuler le développement scientifique.

Après avoir atteint le sommet, les membres de l'équipe ont commencé à ériger un marqueur d'arpentage sur le sommet enneigé, qui mesure moins de 20 mètres carrés. L'équipe d'arpentage est partie pour le sommet à partir d'un camp d'assaut à une altitude de 8.300 mètres mercredi vers 21h.

S A N T É - A L G É R I E

CORONAVIRUS - DISPOSITIFS

Etablissement hospitalier universitaire d'Oran : réduction des services chargés du covid-19



L'Etablissement hospitalier universitaire "1er novembre" d'Oran a procédé à la réduction des services prenant en charge les malades du Covid-19 de 10 à 5 en application d'une instruction ministérielle fixant les mesures de prise en charge et de traitement des malades du covid-19, indique-t-on dans un communiqué émanant de la cellule de communication de cet établissement hospitalier.

L'EHU d'Oran a gardé seulement les services de l'ORL, de chirurgie stomatologie, de réanimation et des maladies respiratoires, de médecine interne, de gynécologie obstétrique pour le Covid-19, précise la même source, soulignant que cette procédure fait suite à une instruction ministérielle fixant les mesures thérapeutiques et hospitalières de prise en charge de la pandémie et stipulant la libération des malades dont l'état de santé a connu une amélioration ou une stabilité après le dixième jour de traitement au protocole de la chloroquine et ne présentant pas de symptômes de la maladie.

Le communiqué ajoute que cette catégorie de malades est tenue au confinement à domicile et à la poursuite du traitement du rant 14 jours avec le port obligatoire du masque, en plus d'examen pour s'assurer de leur guérison, ajoutant que cette mesure permet de libérer des lits et de prendre en charge d'autres malades.

Le professeur Lellou, responsable du centre covid-19 à l'Etablissement hospitalier universitaire d'Oran, fait savoir que le nombre de porteurs de virus a atteint, depuis la déclaration de la pandémie, 265 cas confirmés par les laboratoires et 100 diagnostics à l'aide de scanner dont 120 guérisons.

Le même responsable a affirmé que deux cas confirmés ont été enregistrés durant l'Aïd au niveau de l'EHU, insistant sur la prudence qui est mère de sûreté et le respect des mesures de prévention essentielles contre Covid-19.

CORONAVIRUS / GUÉRISON

Mascara : 6 malades guéris du Covid-19 quittent l'hôpital

Six malades guéris du Covid-19 ont quitté mardi l'hôpital Yesâad Khaled de Mascara, a-t-on appris de la direction de la santé et de la population de la wilaya.

Les résultats des analyses de l'Institut Pasteur parvenus à la Direction de la santé et de la population de la wilaya ont confirmé le rétablissement de ces malades atteints du coronavirus, ce qui leur a permis de quitter l'hôpital de référence Yesaad Khaled, a-t-on indiqué.

Un seul malade avait quitté lundi la même structure sanitaire après sa guérison du coronavirus.

Ce faisant, le nombre de malades guéris ayant quitté l'hôpital sus-indiqué a atteint 157 personnes, depuis l'apparition de cette pandémie dans la wilaya de Mascara jusqu'à mardi.

CORONAVIRUS

194 nouveaux cas, 171 guérisons et 8 décès en Algérie durant les dernières 24h

Cent quatre-vingt quatorze (194) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 171 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

M. Fourar a précisé, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie du COVID-19, que le nombre de cas confirmés s'élève ainsi à 8.697, soit 19,8 % pour 100.000 habitants, celui des décès à 617, alors que le total des patients guéris passe à 4.918.

Les nouveaux cas de décès ont été recensés dans les wilayas d'El Oued, Ain Defla, Sétif, Bouira, El Bayad et Laghouat, selon le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus qui a précisé que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 66% du total des cas de décès.

Vingt-neuf (29) wilayas



ont enregistré des taux inférieurs au taux national (19,8 cas pour 100.000 habitants), alors que 21 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus ce mardi.

Les wilayas d'Alger, Blida, Oran, Ouargla et Béchar sont celles ayant enregistré le plus grand nombre de cas lors des dernières 24h, soit 57% du nombre total des cas, a ajouté le

même responsable. Par ailleurs, il a fait savoir que le nombre de patients ayant bénéficié du traitement à la chloroquine s'élevait à 15.400 comprenant 6.821 cas confirmés selon les tests virologiques (PCR) et 8.579 autres cas suspects selon des indications de l'imagerie et du scanner, précisant que 31 patients sont actuellement en soins intensifs.

Enfin, le même responsable a rappelé l'impératif de faire preuve de prudence permanente, de respecter strictement les conditions d'hygiène, de la distanciation sociale, du confinement, et de porter obligatoirement le masque dans toutes les circonstances pour endiguer la pandémie.

COVID19 - UNIVERSITÉ - ÉTUDES

L'AUF retient 7 projets d'étude présentés par des universités algériennes

L'Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche francophone (AUF) a sélectionné 7 projets d'étude présentés par des universités algériennes, dont celle de Bouira et de Bab-Ezzouar, portant élaboration d'un tissu auto-désinfectant pour lutter contre le nouveau Coronavirus, a annoncé mardi le recteur de l'université, Lotfi Mouni.

Sur les 2.000 projets présentés par plus de 75 pays, "L'AUF a choisi 92 projets, dont 7 projets d'étude initiés par des universités algériennes.

Pour celui de l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, il sera réalisé en collaboration avec une équipe de chercheurs de l'université de Rouen (France)", a expliqué à l'APS M. Mouni.

Des enseignants mais aussi des étudiants chercheurs de l'université de Bouira prennent part à l'élaboration de ce tissu pour produire des bavettes (masques), ainsi que des

blouses et sur-blouses et autres combinaisons auto-désinfectantes destinées aux équipes médicales pour les aider dans leurs efforts de lutte contre le virus. "L'AUF a accepté le projet d'étude, et compte assurer son financement. Nous allons signer la convention la semaine prochaine", a précisé le recteur de l'université de Bouira. Dans le cadre de son plan d'action spécial COVID-19, l'AUF a lancé, du 10 avril au 5 mai en cours, un appel à projets international pour soutenir, au sein de ses établissements membres, des initiatives d'étudiants, d'élèves-ingénieurs et de jeunes chercheurs liées à la pandémie. La subvention que consacrera l'AUF pour financer tous ces projets d'études a doublé pour atteindre un million d'euros. Le montant permettra de financer 92 projets issus de 87 établissements membres dans 44 pays, selon les détails publiés par l'Agence universitaire de la Francophonie sur son site web.

"L'objectif de cet appel à projets est d'accompagner la réponse de la communauté universitaire à la pandémie et de soutenir le développement de solutions à impact technologique et/ou social immédiat pour aider les systèmes de santé et les populations à faire face à cette crise sanitaire inédite", a expliqué l'AUF.

Les dossiers reçus ont été évalués par les comités d'experts rattachés aux 10 directions régionales de l'AUF aux Etats-Unis, en Asie-Pacifique, aux Caraïbes, en Afrique centrale et Grands Lacs, en Afrique de l'Ouest, en Europe de l'Ouest, en Europe centrale et orientale, au Maghreb, au Moyen Orient et en Océan Indien.

Ils présentaient une grande variété de domaines: programmes d'aide aux populations vulnérables, fabrication de matériels de protection pour les soignants, projets de recherche sur des médicaments et applications numériques pour étudier la pandémie.

CORONAVIRUS - GUÉRISON - KHENCHELA

Rétablissement de 19 malades (DSP)

Dix neuf (19) personnes atteintes du nouveau coronavirus (Covid-19) ont quitté lundi l'hôpital à Khenchela, après s'être entièrement remises de la maladie, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la Santé et de la population.

Sept (7) malades ont été autorisés à quitter lundi le nouvel hôpital de la commune de Chechar et dix (10) autres ont quitté l'hôpital Hihhi Abdelamjid dans la commune de Kais après les résultats des analyses effectuées à l'issue de la période du traitement, selon la même source.

Deux (2) autres malades ont également pu quitter la même journée l'établissement public hospitalier, EPH- Ali Bousshaba du chef-lieu de



wilaya, et rejoindra leurs domiciles, où ils devront veiller au strict respect des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19, a-t-on encore détaillé. La même source a également indiqué qu'au total, 79 cas de guérison du Covid-19 ont été enregistrés dans la wilaya de Khenchela "depuis le 11 avril dernier à ce jour", et que le meilleur bilan de guérison journalier a été enregistré lundi avec ces 19 cas mentionnés ci-dessus.

Ces personnes guéries ont toutes été sou mises au protocole thérapeutique à base d'hydroxychloroquine, décidé par le ministère de la Santé de la population et de la réforme hospitalière.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Le nombre de décès dépasse les 350.000 dans le monde (université Johns Hopkins)

Le nombre de décès dus au COVID-19 dans le monde a dépassé les 350.000, atteignant 350.417 en date de mardi 20H32 (00H32 GMT mercredi), selon le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins.

Un total de 5.588.400 cas de COVID-19 ont été signalés dans le monde entier, selon la même source. Les Etats-Unis sont le pays du monde ayant enregistré le plus grand nombre de cas et de décès, ceux-ci s'élevant respectivement à 1.680.680 et 98.902. Parmi les autres pays déplorant plus de 20.000 décès figurent le Royaume-Uni, l'Italie, la France, l'Espagne et le Brésil, selon les données du CSSE.



BRÉSIL

Plus de 1.000 morts du coronavirus en 24h

Le Brésil a recensé 1.039 morts du coronavirus en 24 heures, a annoncé mardi le ministère de la Santé, un bilan qui dépasse le millier de victimes pour la 4e fois depuis l'accélération de la pandémie la semaine dernière.

Le plus grand pays d'Amérique latine, nouvel épicerie de la pandémie, déplore désormais 24.512 morts, selon les chiffres du ministère qui sont, d'après la communauté scientifique, très largement sous-évalués.

Durant des quatre der-

niers jours jusqu'à lundi, le Brésil a été le pays au monde à déplorer le plus grand nombre de morts quotidiens du Covid-19, dépassant pour la première fois dans ce bilan les Etats-Unis, pays le plus touché (près de 100.000 morts).

Le bilan quotidien américain n'avait pas encore été publié mardi quand sont tombés les chiffres brésiliens. Le Brésil cumule 391.222 cas confirmés de contamination, pour une population de 210 millions d'habitants. Les deux Etats

brésiliens les plus sinistrés sont ceux de Sao Paulo et de Rio de Janeiro, où les services hospitaliers de soins intensifs sont très proches de la saturation, de même que dans plusieurs Etats du Nord et du Nord-Est. Sao Paulo déplorait mardi soir 6.423 morts et plus de 86.000 cas de contamination, et Rio, où la progression est très vive depuis une semaine, 4.361 décès et plus de 40.000 cas.

Ces deux Etats ont décrété depuis la fin mars un confinement de leur population, malgré la farouche opposi-

tion du président Jair Bolsonaro. Mais cette mesure n'est assortie d'aucune coercition et ne suffit pas à endiguer la propagation de la pandémie. Lundi, le ministère brésilien de la Santé a annoncé qu'il maintiendrait sa recommandation d'utiliser l'hydroxychloroquine pour traiter le nouveau coronavirus, malgré la décision de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de suspendre temporairement les essais cliniques avec ce médicament par mesure de précaution.

RUSSIE

La Russie fait état de 101 soignants morts du coronavirus

Les autorités russes ont indiqué mardi qu'au moins 101 soignants sont morts du coronavirus dans le pays depuis le début de la pandémie, première statistique officielle de ce genre, et qui est largement inférieure à une liste non officielle tenue par des médecins. Le nombre officiel de 101 soignants morts du Covid-19 a été rapporté lors d'une session au Parlement par Lioudmila Letnikova, une haute responsable du ministère de la Santé, citée

par l'agence de presse Interfax. Selon elle, le ministère compte bien le nombre de soignants morts du coronavirus, mais il s'agit de la première fois depuis le début de la pandémie qu'une telle information est rendue publique en Russie. Une autre liste, tenue depuis avril par des médecins russes, faisait pour sa part état mardi de 293 soignants morts du coronavirus dans le pays, le troisième en nombre d'infections derrière les Etats-Unis et le Brésil. Le site

d'information russe Mediazona a de son côté fait état de 186 soignants morts du coronavirus, en excluant de la liste les médecins qui ne travaillaient plus lors de leur décès et ceux qui se trouvaient à l'étranger. Le président Vladimir Poutine a estimé mardi que le pic de la pandémie était "passé" en Russie et que la situation restait "stable de manière générale dans le pays", qui compte plus de 362.000 cas de coronavirus détectés dont 3.807 mortels.

ITALIE

Le vice-ministre de la Santé placé sous protection policière

Le vice-ministre italien de la Santé, Pierpaolo Sileri, a été victime de menaces et de tentatives de corruption autour de l'allocation de fonds publics contre le nouveau coronavirus, et a été placé sous protection policière, annoncent mardi les médias italiens.

"J'ai entendu une fois une personne qui disait que plus le sommet est élevé, plus le vent souffle fort", a déclaré M. Sileri, membre du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème) qui gouverne avec le Parti démocrate (gauche).

"Je pense qu'il est de notre devoir de tout donner

si les risques augmentent", a ajouté le vice-ministre, qui s'exprimait à la radio et dont les propos sont relayés par les agences de presse.

La décision a été prise il y a quelques jours de la placer sous escorte, et le parquet de Rome a ouvert une enquête pour "menaces graves" à l'encontre de M. Sileri, rapportent ces mêmes agences. Ce dernier a reçu mardi le soutien de ses collègues, élus du M5S, comme le ministre des Affaires étrangères Luigi Di Maio ou la maire de Rome Virginia Raggi. "Soutien maximum au vice-ministre Pierpaolo Sileri pour les

menaces qu'il a reçues. Pierpaolo, en plus d'être un grand professionnel, est aussi une personne correcte, authentique, droite.

En avant, nous sommes tous avec toi, nous ne sommes intimidés par personne", a déclaré M. Di Maio sur Twitter. L'Italie s'inquiète des risques de corruption et de détournements autour des fonds alloués à la lutte contre l'épidémie de Covid-19, qui a fait près de 33.000 morts en trois mois. La pandémie pourrait ainsi fortement profiter aux mafias sévissant dans la péninsule, grâce à leur capacité à rebondir sur l'appau-

vrissement d'une partie de la population et à capter certaines aides publiques ou européennes de l'après-Covid-19. La libération pour raisons sanitaires de centaines de mafieux âgés ou en mauvaise santé, dont trois anciens parrains, lors du confinement ces deux derniers mois a par ailleurs suscité la polémique, et de vives critiques contre le ministre de la Justice.

Chirurgien digestif, professeur associé de l'université Vita-Salute San Raffaele de Milan, M. Sileri, 47 ans, avait annoncé en mars avoir été infecté par le nouveau coronavirus.

ETATSUNIS - PÉROU - CHILI - BRÉSIL

La propagation du coronavirus s'accélère au Brésil, au Pérou et au Chili

La propagation du coronavirus "s'accélère" au Brésil, au Pérou et au Chili, a prévenu mardi une agence régionale de l'Organisation mondiale de la santé, demandant à ces pays de ne pas relâcher les mesures destinées à contenir les contaminations.

"En Amérique du Sud, nous sommes particulièrement inquiets étant donné que le nombre de nouveaux cas enregistré la semaine dernière au Brésil est le plus haut sur une période de sept jours, depuis le début de la pandémie", a déclaré Carissa Etienne, directrice de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), basée à Washington.

"Le Pérou et le Chili ont aussi enregistré des taux élevés, signe que la propagation s'accélère dans ces pays", a-t-elle ajouté.

Le nombre quotidien de nouvelles contaminations a dépassé celui de l'Europe et des Etats-Unis, faisant du continent latino-américain "sans aucun doute" le nouvel épicerie de la pandémie, selon l'OPS.

"Pour la majorité des pays des Amériques, ce n'est pas le moment de relâcher les restrictions ou de réduire les stratégies de prévention", a souligné Carissa Etienne.

Et ce, alors que le nombre de cas déclarés dans certains pays latino-américains est très probablement loin de la réalité, selon l'ONG Human Rights Watch.

Le Venezuela, qui compte près de 30 millions d'habitants, n'a enregistré officiellement que 10 décès dus au Covid-19 et 1.121 contaminations.

"Nous pensons que les chiffres, les statistiques que fournissent le gouvernement du Venezuela, les statistiques (du président) Maduro, sont totalement absurdes et ne sont pas crédibles", a assuré mardi José Miguel Vivanco, directeur de Human Rights Watch pour les Amériques, lors d'une visioconférence.

Selon "une estimation prudente" du docteur Kathleen Page, professeur associée à l'université Johns Hopkins, il y aurait au moins 30.000 morts du coronavirus au Venezuela.

TANZANIE - ETATS-UNIS

La Tanzanie proteste contre les informations américaines sur l'épidémie de coronavirus

La Tanzanie a annoncé mardi avoir convoqué le représentant américain pour protester contre un avis publié sur le site de l'ambassade des Etats-Unis avertissant les voyageurs d'une "augmentation exponentielle" des cas de coronavirus dans ce pays d'Afrique de l'Est.

Le site indiquait notamment que "beaucoup d'hôpitaux" de Dar es Salaam, la capitale économique au bord de l'Océan Indien, "étaient surchargés depuis plusieurs semaines".

Cette information "n'est pas vraie et peut provoquer de la panique parmi les Tanzaniens et les étrangers", affirme dans un communiqué le ministère tanzanien des Affaires étrangères.

Le chargé d'affaires américain, Inmi Patterson, a été convoqué, à une date non précisée, par le secrétaire permanent aux Affaires étrangères, Wilbert Ibuge, qui lui a rappelé que les deux pays "avaient une coopération historique", précise le communiqué.

Les Etats-Unis n'ont plus d'ambassadeur dans le pays depuis 2016.

Le président tanzanien John Magufuli a constamment nié la gravité de la pandémie due au coronavirus et cela fait près d'un mois que son pays a livré ses derniers chiffres relatifs à l'épidémie, soit 480 contaminations dont 16 décès, un bilan officiel en date du 29 avril. M. Magufuli a annoncé jeudi dernier la réouverture des universités et le retour des compétitions sportives dans son pays à partir du 1er juin, après avoir assuré que l'épidémie était en net recul, au grand dam de l'opposition.

PELLICULES COMMENT EN VENIR À BOUT ?

Stress, pollution et produits capillaires inadaptés peuvent facilement déséquilibrer la flore fragile du cuir chevelu. Il devient dès lors urgent de se débarrasser des squames peu esthétiques qui apparaissent. Voici les solutions de plusieurs spécialistes pour les supprimer.

On le sait, la survenue de pellicules correspond à une accélération du renouvellement cellulaire. Celui-ci entraîne une desquamation excessive du cuir chevelu, accompagnée de démangeaisons et de tiraillements. Les études récentes du microbiome du cuir chevelu ont par ailleurs montré que les pellicules apparaissent lorsque celui-ci connaît un déséquilibre : le champignon *Malassezia* devient alors trop abondant.

Autre facteur, souvent génétique, la présence d'un sébum qui contient moins de squalane et davantage de corps gras. Cette composition particulière favorise le déséquilibre. Car « le *Malassezia* se nourrit de sébum. Il va alors proliférer dans ce milieu et le dégrader. Avec pour conséquence une inflammation, responsable d'irritations et de démangeaisons, bien désagréables. De surcroît, on assiste à une accélération du renouvellement cellulaire, qui passe de 28 jours à environ 15 jours dans les cas les plus légers, ou, en cas de dermatite séborrhéique (pellicules grasses), à une dizaine de jours », explique Virginie Basmont, directrice scientifique de Derocos.

Un dérèglement hormonal, un cuir chevelu gras, des causes psychologiques (stress, fatigue) ou liées à l'environnement (pollution, produits capillaires inadaptés ou irritants, alimentation déséquilibrée, alcool, humidité ou froid, port d'un casque ou d'une bonnet) accentuent largement ce processus.

LA RÉPONSE DU PHARMACIEN

Lorsque le *Malassezia* prolifère, il engendre une altération de la fonction barrière de la peau du cuir chevelu, explique Sabrina Maudry, Dr en pharmacie et directrice de la formation de la marque Phyto. C'est pourquoi il faut utiliser en traitement d'attaque un shampooing doté d'un actif antifongique (piroctone olamine, pyrithione de zinc) contre le champignon *Malassezia*. Il contient aussi souvent un actif kératolytique, comme les acides de fruits, ou de l'acide salicylique pour faciliter l'élimina-



tion des squames. Il est souhaitable d'alterner avec un shampooing rééquilibrant qui prend soin du microbiome et renforce la fonction barrière, grâce à des pré- et probiotiques. On peut également, une fois par semaine, utiliser soit un gommage spécifique pour le cuir chevelu afin de décoller les squames, soit un complexe aux huiles essentielles (tea tree, eucalyptus, cèdre,

orange ou pamplemousse), qui va avoir la même action avec, en plus, des vertus assainissantes. "La première semaine de traitement, il est normal d'avoir l'impression d'une recrudescence des pellicules, précise l'experte. C'est parce qu'elles se détachent en plus grand nombre. "Le phénomène se règle ensuite et les résultats apparaissent après deux semaines environ."

LA RÉPONSE DE LA NATUROPATHIE

Les pellicules sont en lien direct avec certains organes, comme les poumons et le gros intestin, explique Nathalie Sacreste, naturopathe. Pour les éviter, il faut d'un part bien oxygéner son cuir chevelu et donc, bien dormir ; d'autre part, modifier son alimentation, en réduisant sucres, laitages et aliments gras.

Il peut être intéressant de faire une cure d'oligo-éléments comme le potassium, le sélénium ou le magnésium, mais aussi de zinc et de soufre pour leur action antiseborrhéique. En compléments alimentaires, choisir du zinc picolinate (Solgar), très biodisponible. Recommandés également, tous les aliments contenant des vitamines du groupe B, sélénio-régulatrices (B₆ et B₁₂), tels que les céréales complètes et les graines germées, les légumineuses, les oléagineux, l'ail, l'oignon et les poireaux.

LA RÉPONSE DU DERMATOLOGUE

Pour éliminer un état pelliculaire débutant ou moyen, le traitement à suivre sera celui préconisé par le pharmacien : on alternera donc shampooing traitant et shampooing doux. Au quotidien, il est nécessaire d'adopter de nouvelles habitudes. Ainsi, il faut se laver les cheveux en massant le cuir chevelu avec la pulpe des doigts par gestes circulaires, et éviter de frotter pour ne pas entretenir voire aggraver l'irritation.

Les rincer ensuite à l'eau tiède et les sécher à température basse. Limiter le plus possible les produits de styling (gel coiffant, lotion, laque, coloration et décoloration). Et ne pas se gratter la tête ni brosser ses cheveux trop vigoureusement au risque d'aggraver le cuir chevelu déjà fragilisé. Dans les cas les plus sévères, notamment de psoriasis ou de dermatite séborrhéique installée, le dermatologue prescrira des lotions à base de kétoconazole, un médicament antifongique, et de corticoïdes.

CES ALIMENTS QUI EMPÊCHENT VOS CHEVEUX DE POUSSER

Pour arborer une chevelure en pleine forme, on sait qu'il faut ajouter aux menus des aliments riches en vitamines du groupe B et en vitamine E. A l'inverse, il y a certains aliments qu'il vaut mieux éviter de manger quand on veut conserver des cheveux en pleine santé. On vous dit lesquels.

On le sait, la qualité et la pousse des cheveux ne dépendent pas seulement des soins qu'on leur apporte mais aussi de notre équilibre alimentaire. Les aliments riches en vitamines du groupe B permettent de les faire pousser, une alimentation riche en oxygène le combat et empêche les cheveux de tomber et le zinc les protège des anti-oxydants et du vieillissement accéléré.

Mais il y a aussi des aliments qu'il vaut mieux consommer "avec modération" car ils ont tendance à rendre nos cheveux fins et cassants. Pour ne pas arriver à injecter du Botox dans vos cheveux pour les rendre plus

vigoureux, commencez par bannir ces aliments de vos menus quotidiens !

Le sucre

Pour l'amour de vos cheveux, évitez les sucres ! Le sucre peut en effet interférer avec l'absorption des protéines et réduire le taux de vitamine E, indispensable à la croissance des cheveux. Donc, réduisez votre consommation de desserts et boissons sucrées : votre consommation quotidienne de sucre raffiné ne devrait pas dépasser 70 g pour les hommes et 50 g pour les femmes. En plus, vous diminuez votre risque de développer une maladie cardiovasculaire.

Les sodas

Ce n'est pas toujours simple de laisser tomber la canette de soda qui nous donne un petit coup de pep's au milieu de la journée. Pourtant, le soda contient une quantité

de sucre non négligeable, des édulcorants et des colorants qui, non seulement n'apportent aucun élément nutritif à vos cheveux, mais en plus vont les rendre plus secs. Or, plus ils sont secs, plus la kératine s'étoile et plus les cheveux deviennent poreux et cassants. Donc, mieux vaut laisser tomber votre soda quotidien avant que votre chevelure ne prenne l'aspect d'une botte de paille.

L'alcool

Si vous voulez conserver une chevelure épaisse et en bonne santé, il est dans votre intérêt aussi de réduire votre consommation d'alcool. En effet, l'alcool réduit les quantités de zinc, d'acide folique, de vitamine B et de vitamine C présentes naturellement dans notre corps. Résultat : cela affaiblit les cheveux, stoppe leur croissance et contribue même à leur chute si vous avez tendance à "boire un petit peu trop". L'OMS recom-

mande, pour une consommation d'alcool sans dommages ni physiques ni psychiques, de ne pas dépasser plus deux verres par jour pour une femme.

Pas plus de trois pour un homme (les femmes sont plus sensibles à l'alcool que les hommes) avec au moins un jour sans alcool par semaine. On évite également de consommer plus de quatre verres en une seule occasion.

La farine blanche

La farine blanche (généralment appelée farine T 45) a fait l'objet d'un tamisage plus poussé que les farines semi-complètes ou complètes.

C'est parfait pour éviter les grumeaux dans la pâte à crêpes mais pas vraiment bon pour le côté nutritif car on perd une grande partie des éléments nutritifs du blé et notamment les vitamines B₁, B₃, B₆, B₉ et E.

C'est quoi un bon après-shampooing?

Compagnon indissociable du shampooing, le conditionneur - ou après-shampooing - est devenu bien plus qu'un simple démêlant. C'est un vrai produit de soin pour la chevelure, qui évite qu'elle ne s'altère au quotidien.

IL DÉMÊLE LES LONGUEURS

Grâce aux agents démêlants contenus dans sa formule, l'après-shampooing lisse les écailles, ce qui évite les nœuds, surtout lorsque les cheveux sont longs. Il s'agit d'un part d'ammonium quaternaires (behentrimonium chloride), qui réparent les zones abîmées, et d'autre part d'alcools (cetearyl alcohol), qui favorisent le rôle des premiers.

IL DONNE DE LA BRILLANCE

Cela sont souvent les huiles végétales (ou minérales) qui s'en chargent. Cela peut être sous forme d'ester, une fraction d'huile séparée et purifiée qui s'utilise pour renforcer la brillance. Dans certains produits courants, on retrouve aussi des silicones. Ils créent une gaine autour de la fibre qui, dans un premier temps, reflète la lumière, et font briller. Mais, à long terme, les cheveux deviennent ternes, car ils ne sont pas soignés, et la brillance n'est plus au rendez-vous.

IL PARFUME LA CHEVELURE

Pour que l'après-shampooing soit agréable à utiliser, des parfums, voire des colorants et des agents nourrissants, sont ajoutés. Mais cette fragrance doit rester légère et non entêtante après le coiffage.

IL SOIGNE LA FIBRE CAPILLAIRE

C'est le rôle des actifs "soin" qui réparent l'hydratation nécessaire pour apporter du tonus et de la brillance. Les céramides et les huiles végétales (karité, argan, coco, olive, amande) renforcent la fibre, tandis que la glycérine hydratante pénètre pour fixer et retenir l'eau.

IL PROTÈGE DES AGRESSIONS EXTÉRIEURES

Sous forme d'huiles, les silicones (diméthicone, amodiméthicone) se déposent sur la fibre capillaire afin de gagner les cheveux, ce qui leur donne un toucher soyeux. Semi-occlusives, elles forment aussi un film protecteur de surface. Mais elles ne pas en abuser car, à terme, cela peut étouffer la fibre.

PRINTEMPS FAITES RESPIRER VOTRE CUIR CHEVELU

Après un hiver passé enfouis sous notre bonnet, nos cheveux ont besoin de respirer ! Notre plan d'action pour rendre sa vitalité à votre cuir chevelu.

Rétablissez l'équilibre

Votre chevelu n'a pas de réels problèmes : ni pellicules ni chute avérée... Juste des démanagements ou des boutons de temps à autre, des sensations de tension ou de sécheresse. Pour peu que vous soyez surmenée, vos cheveux manquent de tonus, deviennent difficiles à coiffer. C'est sans doute dû à un déséquilibre du cuir chevelu. Pour que tout rentre dans l'ordre, n'hésitez plus, prenez le problème à la racine.

Les fonctions du cuir chevelu sont les mêmes que celles de la peau en général, mais son écosystème est particulier. Sa microflore, composée de levures et de bactéries, doit être en parfait équilibre avec les follicules pileux et les glandes sébacées et sudorales* explique Bruno Bernard, spécialiste du cuir chevelu chez L'Oréal. Car c'est l'alchimie entre ces divers éléments, entretenue par le sébum, qui stimule les défenses naturelles du cuir chevelu. Si cet équilibre est rompu, des irritations peuvent survenir et une inflammation. À terme, on risque des problèmes plus sévères (chute de cheveux...).

Choisissez le bon shampooing

Un cuir chevelu normal est rare. En général, il est plutôt gras ou plutôt sec. Premier geste important : bien choisir son shampooing. "Il doit répondre à la problématique du cuir chevelu, alors qu'un masque ou un après-shampooing ne traite que les longueurs", précise Catherine Chauvin, directrice de l'Institut Reut-Furterer. Son pH doit être proche de celui de la peau (compris entre 5 et 6), pour que les bons germes se



réinstallent après le lavage. Et ses tensioactifs (les molécules lavantes) assez doux pour respecter la physiologie des cheveux. Rien ne sert d'appliquer trop de produit : une noisette émulsionnée à l'eau suffit. On peut alterner shampooing traitant et doux, pour respecter le cuir chevelu en tant que les longueurs.

Faites des soins préventifs

Deuxième geste : adopter le soin le mieux adapté. Les huiles essentielles viennent à bout de presque tous les tracas du cuir chevelu (excès de sébum, irritation, chute occasionnelle, pellicules...). Elles ont aussi une action préventive. Ces cocktails à base de romarin, thym, eucalyptus, lavande, orange...

assainissent le cuir chevelu. Ils stimulent la microcirculation en favorisant l'irrigation des follicules pileux. Et ils améliorent l'action des produits que l'on utilise ensuite.

Les sérums rélipidants, eux, nourrissent et hydratent les cuirs chevelus secs. Un phénomène qui s'accroît à mesure que l'on vieillit. Et ils apportent un supplément de confort à l'épiderme du crâne.

Gomez régulièrement

Le gommage du cuir chevelu permet de le nettoyer et de bien le purifier. À faire notamment si on utilise beaucoup de produits coiffants, si on vit dans une ambiance polluée ou enfumée ou si l'on a des pellicules grasses (ce qui permet de les décoller).

Le bon rythme ?

Une fois par semaine sur cuir chevelu gras, en massant doucement pour ne pas stimuler les glandes sébacées. Une fois tous les quinze jours s'il est sec. Enfin, les sérums à base de probiotiques s'utilisent en cure ou en prévention. Ils aident à garder une microflore équilibrée, donc une chevelure épanouie.

3 gestes pour un cuir chevelu plus sain

1- Brosser

Effectué de préférence avec un accessoire en matière naturelle comme le poil de sanglier, le brossage élimine les impuretés accrochées aux cheveux (poussières, pollution). Il stimule également le cuir chevelu en tirant très légèrement sur les racines.

2- Masser

Trois minutes suffisent à rendre le cuir chevelu plus perméable aux soins. Posez vos doigts sur la nuque et remenez vers le sommet du crâne en effectuant de petits mouvements circulaires avec les deux premières phalanges. Puis, du sommet du crâne vers la nuque, paume des mains à plat, déplacez superficiellement la peau de l'avant vers l'arrière. Attention, évitez surtout de frotter pour ne pas aggraver votre cuir chevelu !

3- Apaiser

En cas de démanagements, appliquez un sérum aux huiles essentielles apaisantes qui vont calmer l'irritation. Évitez l'eau trop chaude, le sèche-cheveux à pleine puissance ainsi que les produits coiffants qui étouffent parfois le cuir chevelu.

CONSEILS POUR BICHONNER VOS CHEVEUX

Les cheveux ont tendance à tomber en automne. Ils sont ternes et fatigués. Heureusement des solutions existent ! Voici comment les rendre plus forts et plus brillants. Pour un résultat à la hauteur des attentes, il faut des soins pertinents. Le manque d'éclat, la sécheresse, tout comme la chute des cheveux, peuvent avoir différentes origines. Le mieux est de savoir à quoi s'en tenir quand il s'agit réel de notre chevelure en s'adressant à un salon de coiffure équipé d'un appareil de diagnostic, type Capilliscope dans les salons Furterer. Les grandes marques de soins capillaires (Lazartec, Kérastase...) disposent en général de moyens de diagnostic très dignes. Mais un dermatologue peut aussi donner un avis pertinent.

Un cuir chevelu en bonne santé, ce sont des cheveux plus denses, plus épais et plus brillants. Or, plus on approche de la cinquantaine, plus le cuir chevelu devient sec et la fibre capillaire

est, de fait, moins lubrifiée, ce qui est la raison de l'aspect sec et terne de notre chevelure.

Revitaliser le cuir chevelu par des massages avec un produit régénérant est donc la première étape des soins ciblés à mettre en place. Mais selon l'état du cuir chevelu (sec, très sec avec pellicules, gras...), le choix du produit de soin varie. Et cela d'autant plus si l'on souffre d'une chute de cheveux modérée ou importante. D'où l'importance du diagnostic préalable afin de bien choisir son soin.

Pour un cheveu brillant et dense, il faut un apport suffisant en nutriments essentiels. D'où la nécessité de programmer deux fois par an une cure de compléments alimentaires vitaminiés, ciblant la masse capillaire et donc riches en Omégas 3 et 6, en zinc, en vitamines C et E. À suivre scrupuleusement pendant trois mois. Les cheveux seront lavés deux à trois fois par

semaine avec un shampooing désinfectant et nourrissant, riche en dérivés de calcium, en vitamine F et en anti-oxydants. Après le shampooing, passage obligé à l'après-shampooing, 65% des femmes en France zappent hélas cette étape pourtant indispensable pour apporter de l'hydratation aux cheveux malmenés par la pollution mais aussi les coups de brosse. Le passage du peigne et le soufflé du sèche-air sans oublier les techniques de coloration fortement agressives à terme pour la fibre capillaire. Tout comme le sel, le chlore et le soleil.

Le masque, surtout s'il est enrichi en acide hyaluronique, l'actif anti-âge par excellence, hydrate le cheveu en profondeur et lui redonne souplesse et brillance. À appliquer après chaque shampooing et à laisser agir selon les produits (et l'état de sécheresse des cheveux) entre deux à dix minutes avant un rinçage minutieux.

CÔTE D'IVOIRE

Le parti de Gbagbo lance sa stratégie en vue des prochaines élections

Le Front populaire ivoirien (FPI) de l'ex-président Laurent Gbagbo a lancé lundi à Abidjan sa stratégie en vue des prochaines élections présidentielle et législatives dans cinq mois, a annoncé le parti dans un communiqué.

"Le comité électoral du FPI met en mission 206 délégations à l'assaut de tout le territoire national et de la diaspora ivoirienne en vue de la sensibilisation et de la mobilisation des militants et des électeurs", explique lundi la formation dans un communiqué.

Cette vaste mission, appelée "opération inondation électorale", sur trois jours, du 5 au 7 juin, a pour objectif "l'acquisition des documents administratifs (notamment de cartes d'identité) par les militants et électeurs en vue de leur inscription sur la liste électorale 2020", selon le texte.

Le FPI pro-Gbagbo poursuit son changement de stratégie annoncé fin 2019, après avoir boycotté les élections depuis 2011.

Le parti s'était scindé en deux factions : d'un côté les "Gbagbo ou rien (GOR)", de l'autre des "rénovateurs" représentés par l'ancien Premier ministre Pascal Affi N'Guessan qui continuaient de participer à la vie politique.

Le 30 avril, les deux principaux partis d'opposition ivoiriens, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de l'ancien président Henri Konan Bédié et le FPI pro-Gbagbo ont signé un "accord politique" en vue des élections présidentielle et législatives prévues fin octobre, sans toutefois parler d'alliance.

Les deux partis avaient assuré fin décembre 2019 qu'ils présenteraient tous deux des candidats à la présidentielle.

Deux candidats à la présidentielle se sont déjà déclarés.

Le parti au pouvoir a désigné en mars le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, proche du président Alassane Ouattara.

Dix ans après la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait quelque 3.000 morts, la présidentielle d'octobre 2020 s'annonce tendue en Côte d'Ivoire.

Les élections municipales et régionales de 2018 avaient été marquées par de nombreux dépassements.

BURUNDI

La CEEAC se félicite du déroulement pacifique du processus électoral

Le Secrétariat général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), se félicite du déroulement pacifique du processus électoral au Burundi, selon un communiqué publié mardi.

"Le Secrétariat général de la CEEAC suit avec une attention soutenue, le processus électoral en cours en République du Burundi, marqué par l'organisation le 20 mai 2020 d'un triple scrutin présidentiel, législatif et municipal", indique le communiqué.

Le Secrétariat général de la CEEAC rappelle qu'il a déployé au mois de mars 2020, une mission d'information et d'évaluation de la situation pré-électorale dans ce pays et "se réjouit du déroulement pacifique de ces élections dans le respect du calendrier électoral préalablement arrêté et publié". "Le Secrétariat général de la CEEAC invite par conséquent tous les acteurs politiques burundais à la plus grande retenue, à s'abstenir de tout acte de violence ou de haine, et à privilégier le dialogue et les voies légales dans toutes les revendications liées aux résultats de ces élections", selon le document.

Par ailleurs, le Secrétariat général de la CEEAC réitère son soutien au gouvernement et au peuple burundais, et renouvelle sa disponibilité à travailler davantage en vue de consolider la paix, la démocratie et le développement durable en République du Burundi. Les pays membres de la CEEAC sont la République démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda, l'Angola, le Cameroun, République du Congo, le Gabon, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, le Tchad et Sao Tomé-et-Principe.

APS

SAHARA OCCIDENTAL - MAROC L'UA attachée au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Le président de l'Union africaine, président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, a réitéré l'attachement de l'UA au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, affirmant que l'organisation continentale va accompagner les Sahraouis dans leur lutte jusqu'à l'indépendance.

"En tant qu'Africains, nous continuerons à défendre la justice et à soutenir le peuple du Sahara occidental dans sa lutte continue pour la liberté et l'autodétermination", a déclaré M. Ramaphosa dans son discours prononcé à l'occasion de la Journée mondiale de l'Afrique célébrée le 25 mai de chaque année.

L'actuel chef de l'UA a réitéré la position ferme de l'organisation continentale en faveur du droit du peuple sahraoui à l'indépendance. Le dirigeant sud-africain a rappelé que les conflits tragiques qui fomentent l'instabilité dans de nombreux pays sont une source de grande préoccupation pour le



continent. "L'Afrique a connu de nombreux tourments et difficultés tout au long de son histoire. Nous avons subi les pires maux de l'humanité, de l'escla-

vage au colonialisme, en passant par l'apartheid et les conflits militaires prolongés", a-t-il soutenu. Le président sud-africain s'est dit convaincu que "la gé-

nération actuelle d'Africains pourra surmonter les grands défis comme ils l'ont fait nos ancêtres qui ont réussi à surmonter les horreurs de leur temps".

AFRIQUE - CHINE

Les relations sino-africaines continuent de se développer dans différentes circonstances, selon le vice-président de la Commission de l'UA

Les relations de longue date entre la Chine et l'Afrique vont se poursuivre, l'Afrique considérant la Chine comme un partenaire stratégique qui partage des antécédents historiques et des intérêts communs similaires avec le continent, a déclaré le vice-président de la Commission de l'Union africaine Kwesi Quartey. Le vice-président a fait ces remarques mardi lors de la cérémonie de remise des dons de fournitures médicales de la Chine à l'Union africaine, qui témoignent de sa solidarité et de son soutien continus à la bataille du continent contre le COVID-19.

Face à la propagation du coronavirus en Afrique, le gouvernement chinois et des entreprises chinoises ont exprimé leur solidarité et leur soutien aux Africains dans la lutte contre la pandémie, en faisant continuellement don d'équipements médicaux et de fournitures dont le continent a grandement besoin.

Rappelant que la Chine et l'Afrique ont vécu des expériences d'agression étrangère et partagent également un objectif de dévelop-

pement commun, M. Quartey a déclaré que l'ascension pacifique de la Chine était une grande leçon pour l'Afrique mais aussi pour le reste du monde. Soulignant que la construction du siège de l'Union africaine fait partie des illustrations concrètes des relations nouées entre la Chine et l'Afrique, il a salué la Chine pour son soutien continu, dans différentes circonstances, à l'Afrique, et notamment en cette période de pandémie.

"Nous tenons à remercier le gouvernement chinois pour ce magnifique don, par des gens généreux, des respirateurs, des masques ...

Mais, vraiment, vraiment ce qui nous lie, c'est que la Chine est un exemple : la Chine a été en mesure de sortir un milliard de personnes de la pauvreté, elle a créé une société industrielle et progressiste, et elle a montré au monde que c'était tout simplement possible.

Et c'est pourquoi la Chine a été un exemple pour l'Afrique et le reste du monde. L'émergence pacifique de la Chine, c'est une démonstration de ce qu'une orientation ou un lea-

dership appropriés peuvent réaliser", a déclaré le vice-président. "Pour nous en Afrique, cela nous donne des options stratégiques en raison du fait que ce magnifique bâtiment montre que la Chine a confiance dans l'avenir, l'avenir à long terme de l'Afrique, et que les relations continueront à se développer dans l'avenir", a ajouté M. Kwesi.

S'exprimant de son côté, Liu Yuxi, chef de la mission chinoise auprès de l'Union africaine, a déclaré que les Chinois n'oublieraient jamais que les Africains se sont tenus aux côtés de la Chine quand elle a été le plus durement touchée par le virus et luttait contre lui, démontrant les relations étroites qui lient les deux parties. Au-delà du don de fournitures médicales, M. Liu a noté que la Chine soutenait aussi les pays africains en partageant ses expériences avec eux et en envoyant des équipes médicales en Afrique. Il a également exprimé sa ferme conviction que la Chine et l'Afrique continueront à déployer des efforts conjoints et vaincront la pandémie.

SOUDAN - ETATSUNIS

Le Soudan et les Etats-Unis conviennent de mettre fin à la MINUAD en octobre

Le Conseil souverain du Soudan a annoncé mardi que le Soudan et les Etats-Unis ont convenu de mettre fin à la Mission des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD) en octobre.

Le président du Conseil souverain du Soudan, Abdel Fattah al-Burhan, a reçu un appel téléphonique conjoint du secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines des Etats-Unis, Tibor Nagy, et de l'envoyé spécial des Etats-Unis

au Soudan, Donald Booth, a indiqué le Conseil dans un communiqué. "M. Al-Burhan est convenu avec les deux responsables américains de mettre fin au mandat de la MINUAD en octobre prochain, et de ne pas le renouveler", indique le communiqué.

Il a ajouté que les deux parties avaient également convenu que les futures tâches de la nouvelle mission des Nations Unies au Soudan devaient être conformes à la vision pour

l'avenir du Soudan décrite dans la lettre envoyée par la partie soudanaise aux Nations Unies le 27 février.

Le dirigeant soudanais a également exhorté les Etats-Unis à contribuer au progrès des pourparlers de paix soudanais organisés à Juba, la capitale du Soudan du Sud, et à retirer le Soudan de la liste des Etats soutenant le terrorisme.

Samedi dernier, le gouvernement soudanais a annoncé avoir achevé la ré-

daction d'un certain nombre d'amendements à un projet de résolution de l'ONU visant à établir une nouvelle mission politique de l'ONU au Soudan, conformément au chapitre 6 de la Charte des Nations Unies sur le règlement pacifique des différends.

Le 9 février, le Premier ministre soudanais Abdalla Hamdok a appelé à la création d'une mission politique des Nations Unies destinée à remplacer la MINUAD au Soudan.

PLAN ISRAËLIEN D'ANNEXION EN CISJORDANIE "Une telle décision ne pourrait rester sans réponse", avertit Paris

La France a appelé mardi le nouveau gouvernement israélien à renoncer à ses plans d'annexion de territoires en Cisjordanie et a promis qu'une telle décision ne "pourrait rester sans réponse".

"Nous appelons le gouvernement israélien à s'abstenir de toute mesure unilatérale, en particulier l'annexion", a déclaré le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian à l'Assemblée nationale, la chambre basse du Parlement.

"Une telle décision ne pourrait rester sans réponse", a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

Israël projette l'annexion des plus de 130 colonies en Cisjordanie occupée et de la vallée du Jourdain, langue de terres s'étirant entre le lac de Tibériade et la mer Morte, qui serait intégrée à sa frontière orientale avec la Jordanie.

Le ministre français des Affaires étrangères était interpellé par un député communiste, Jean-Paul Lecoq, qui l'a exhorté à agir "tout de suite", insistant sur sa "responsabilité historique".

"Arrêtons d'être forts avec les faibles et faibles avec les forts", a lancé le député du Havre et adversaire du Premier ministre Edouard Philippe au second tour des mu-



nicipales dans cette ville du nord-ouest.

"Vous avez condamné avec des mots (ce projet d'annexion, ndlr), il est temps de le faire avec des actes", a-t-il encore dit.

Parmi les ripostes possibles, "le premier acte symbolique, mais ô combien important, serait de reconnaître immédiatement l'Etat palestinien", a souligné le député.

Il a aussi cité, parmi les mesures de riposte possibles, l'interdiction de l'importation des produits des colonies israéliennes en France et, plus largement, dans l'Union européenne, ainsi que la suspension de l'accord d'association entre Israël et l'UE et des accords de coopération franco-is-

raéliens, notamment de défense. "Il faut faire comprendre par tous les moyens qu'il n'est plus possible de coopérer avec un Etat qui met en cage Ghaza, qui vote des lois d'apartheid et qui tire à balles réelles sur de jeunes manifestants", a lancé le député communiste. La France tente de son côté d'agir de concert avec plusieurs autres pays européens dont l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, et arabes, pour tenter de dissuader l'Etat hébreu d'opérer cette annexion et prendre si nécessaire des mesures de riposte.

Le chef de la diplomatie française a à cet égard souligné qu'il s'entre-tendrait dimanche avec son nouvel homologue

israélien, Gabi Ashkenazi. Après plus de 500 jours de crise, Israël s'est doté le 17 mai d'un gouvernement d'union qui consacre un partage du pouvoir entre le Likoud (droite) de Benjamin Netanyahu, la formation centriste "Bleu Blanc" de l'ex-chef de l'armée Benny Gantz et leurs alliés respectifs.

En vertu de l'accord Netanyahu/Gantz, le gouvernement doit présenter à partir du 1er juillet ses initiatives pour traduire dans les faits le plan du président américain Donald Trump pour le Proche-Orient, qui prévoit l'annexion par Israël de pans de la Cisjordanie et la création d'un Etat palestinien sur un territoire amputé.

IRAN

Rohani appelle le nouveau Parlement à "coopérer"

Le président iranien Hassan Rohani a appelé mercredi les députés de son pays à "coopérer" avec son gouvernement lors de la session inaugurale du nouveau Parlement issu des législatives de février, remportées par les conservateurs.

"J'espère que dans l'année qui reste à ce gouvernement (avant la présidentielle qui devrait avoir lieu au printemps 2021) nous réussissons à coopérer et à travailler ensemble", a déclaré M. Rohani à la tribune du "Majlis", l'"assemblée" en persan. La 11e législature depuis l'avènement de la République islamique en 1979 s'ouvre alors que l'activité économique du pays, durement frappé par la maladie Covid-19, revient progressivement à la normale.

M. Rohani, à qui la Constitution interdit de briguer un nouveau mandat en 2021, a appelé les députés, collectivement et individuellement à placer l'"intérêt national au-dessus des intérêts particuliers", des "intérêts de parti", ou "de circonscription".

Alors que les tensions sont fortes avec l'opposition conservatrice et ultraconservatrice, désormais majoritaire au Parlement, le président, qui fait figure de modéré, a défendu l'action de son gouvernement depuis sa première élection, en 2013.

Mais pour nombre d'observateurs, l'abstention record au scrutin de février (moins de 43% de participation selon les résultats officiels) traduit le désenchantement de la population face à des promesses non tenues. La signature, à Vienne en 2015, de l'accord international sur le nucléaire iranien en 2015 avait suscité l'espoir de lendemains économiques qui chantent et d'une ouverture du pays sur le monde après des années d'isolement. Mais ces espoirs sont vite retombés avant d'être totalement enterrés par la dénonciation de l'accord de Vienne par les Etats-Unis en 2018 et le rétablissement de sanctions américaines contre l'Iran.

Dénonçant pour la énième fois la "guerre psychologique" et le "terrorisme économique" des Etats-Unis, M. Rohani a affirmé que la nation iranienne s'était dressée contre "l'ennemi" et que sa résistance avait mis celui-ci en échec.

Il a aussi vanté les résultats de son gouvernement face à la crise sanitaire, source de "grande fierté pour le peuple et les responsables", affirmant que l'Iran était "parmi les pays qui ont réussi" contre le virus. Selon les derniers chiffres officiels, la maladie a fait plus de 7.500 morts en Iran.

ETATS UNIS - AFGHANISTAN

Le Pentagone prépare des options pour un retrait total des troupes US d'Afghanistan

Le Pentagone est en train de préparer plusieurs options pour un retrait total des troupes américaines d'Afghanistan possible avant les élections du 03 novembre prochain, révèle mardi le New York Times.

"De hauts responsables militaires devraient informer le président Trump dans les prochains jours des options pour retirer toutes les troupes américaines d'Afghanistan, avec un calendrier possible pour le retrait des forces avant l'élection présidentielle, selon des responsables bien informés de ces plans", rapporte le Times.

Selon le grand tirage, les responsables du Pentagone entendent également proposer et faire pression pour un retrait plus lent, car un calendrier accéléré compromettrait l'accord de paix que l'administration Trump a signé avec les talibans en février.

Cet accord, qui a engagé l'armée américaine à réduire d'environ 12.000 à 8.600 soldats dans le pays à la mi-juillet, prévoit aussi un retrait complet des Etats-Unis dans les 14 mois suivant sa signature si les talibans honorent leurs engagements de lutte contre le terrorisme.

Les responsables du Pentagone, qui ont longtemps prévenu que tout nouveau retrait au-delà des 8 600 soldats serait "basé sur les conditions", craignent qu'un plan qui retirerait les troupes en novembre n'incite les talibans à ne pas réduire leurs attaques, qui étaient élevées au cours des trois premiers mois de l'année.

"Nous n'agissons pas en tant que soldats, nous agissons en tant que policiers. Nous sommes là depuis 19 ans et, oui, je pense que cela suffit", a déclaré le président Trump à la presse mardi, en réponse à une question sur l'article du Times. "Nous avons des discussions très positives. Nous voulons ramener nos soldats chez eux. Nous voulons les ramener chez eux. Et nous ne parlons pas seulement de là-bas, nous parlons également d'autres pays", a poursuivi le locataire de la Maison Blanche. M. Trump a ajouté qu'il n'avait pas de date cible pour un retrait total, se contentant d'affirmer que cela serait fait "dès que raisonnable".

APS

ONU

Le Hezbollah s'oppose à toute modification du mandat de la Finul

Le chef du mouvement libanais, Hezbollah, Hassan Nasrallah, a rejeté mardi toute modification du mandat de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).

Hassan Nasrallah s'est exprimé alors que le Conseil de sécurité de l'ONU doit voter cet été sur le renouvellement du mandat de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul).

"Les Américains, suite à une demande israélienne, proposent de changer la nature de la mission de la Finul", a dit Hassan Nasrallah dans une interview marquant les 20 ans écoulés depuis le retrait israélien du Liban.

"Le Liban a refusé de modifier la mission de la Finul, mais Israël veut (...) qu'elle ait le droit de fouiller des propriétés privées et les Etats-Unis font pression sur le Li-

ban" sur ce dossier, a poursuivi Nasrallah. En août 2019, le Conseil de sécurité de l'ONU avait voté la prolongation d'un an du mandat de la Finul.

A la demande des Etats-Unis, selon des diplomates, la résolution incluait une clause demandant au secrétaire général de l'ONU d'évaluer la mission de la Finul et de ses membres avant le 1er juin 2020.

"Nous ne sommes pas contre un maintien de la Finul" au Liban, a assuré Nasrallah, affirmant toutefois qu'"Israël ne peut pas imposer ses conditions au Liban, même dissimulé sous un masque américain".

Un incident est survenu lundi tard dans la soirée dans le village de Blida (sud) entre des casques bleus finlandais et des villageois libanais, après qu'un véhicule de

la Finul eut heurté deux voitures et une moto, a rapporté l'Agence nationale de l'information (ANI).

Des jeunes en colère ont bloqué la route et les militaires finnois ont du faire appel à l'armée libanaise pour quitter les lieux, selon la même source.

Mardi, plusieurs villages des environs, ont accusé dans un communiqué la patrouille de la FINUL d'avoir "pénétré et d'avoir fouillé dans des vignobles et des propriétés privées". Présente au Liban depuis 1978, la Finul compte quelque 10.500 Casques bleus. Elle surveille depuis 2006 la frontière libano-israélienne en coordination avec l'armée libanaise et veille à l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée après la guerre ayant opposé Israël au mouvement Hezbollah.

ETATS UNIS

Le sommet du G7 se tiendra fin juin

Le sommet du Groupe des sept (G7) devrait se tenir à la Maison Blanche vers la fin du mois de juin, a déclaré mardi l'attachée de presse de la présidence américaine, Kayleigh McEnany.

"Le président pense qu'il n'y a pas de meilleur exemple de réouverture dans cette transition vers

la grandeur que le G7. Il se tiendra ici (à la Maison Blanche), probablement vers la fin du mois de juin", a annoncé Mme McEnany aux journalistes lors d'un point de presse au siège de la présidence américaine.

"Jusqu'à présent, les dirigeants étrangers ont accueilli cette idée très

favorablement", a-t-elle souligné, ajoutant que la Maison Blanche serait le lieu privilégié pour le sommet. Le président américain Donald Trump a affirmé la semaine dernière qu'il envisageait d'organiser le sommet à Camp David, alors qu'il avait été prévu de le tenir par vidéocon-

férence en raison de la pandémie. Les Etats-Unis ont été signalés plus de 1,68 million d'infections et de 98.000 décès en date de mardi soir, selon un décompte de l'université Johns Hopkins. Ces deux bilans sont bien plus élevés que ceux de tout autre pays ou région du monde.

Rencontre sur les conditions socioprofessionnels des artistes

Les conditions socioprofessionnels des artistes en ces temps de pandémie du coronavirus étaient au cœur d'une rencontre, organisée mardi à Alger, entre la ministre de la Culture, Malika Bendouda, et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Ahmed Chawki Acheuk Youcef, annonce le ministère de la Culture dans un communiqué.

Cette rencontre s'est tenue, au ministère de la Culture, dans le cadre de la "coordination gouvernementale" en préparation du sommet des ministres africains de la culture prévu le 27 mai en version virtuelle autour des conditions socioprofessionnels des artistes, particulièrement affectés par la pandémie sur le plan social, précise le communiqué.

Les deux ministres ont abordé les conditions socioprofessionnels des artistes et techniciens du point de vue juridique particulièrement le décret exécutif 14-69 du 9 février 2014 fixant l'assiette, le taux de cotisation et les prestations de sécurité sociale auxquelles ouvrent droit les artistes et les auteurs rémunérés à



l'activité artistique et/ou d'auteur, estimant que "les concernés ne sont pas au fait des dispositions prévues par ce texte".

Les ministres se sont mis

d'accord sur "la nécessité de finaliser l'arsenal juridique en lien avec les artistes et techniciens" et de mettre en place une "campagne de promotion des dis-

positions" prévues par ces textes, "particulièrement après la pandémie du coronavirus" qui a fortement impacté les artistes et techniciens.

CONTENTIEUX AUTOUR DE LA DIFFUSION DE L'ÉMISSION "EL ALGHAZ EL KHEMSA"

L'ARAV salue l'accord à l'amiable entre les deux parties

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a salué l'accord "à l'amiable" auquel sont parvenus la chaîne de télévision privée « El Hayat TV » et le fils de feu Abdelkader Talbi, suite à la diffusion par El Hayat TV de l'émission « El alghaz El khemsa » (Les cinq énigmes) de feu Abdelkader Talbi.

Dans un communiqué rendu public mardi, l'ARAV a indiqué avoir été destinataire le 13 mai 2020 d'une demande d'intervention pour arrêter la diffusion de l'émission « El alghaz El khemsa » de feu Abdelkader Talbi par la chaîne de télévision Al-Hayat TV, précisant que cette demande avait été formulée par le fils du défunt, Talbi Mohammed Rafik qui a affirmé que "ce programme est enregistré auprès de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) et a été diffusé par l'Établissement public de la télévision (EPTV) et en conséquence Al-Hayat TV ne peut pas disposer de ces droits". Le président de l'ARAV, Mohamed Louber, a adressé le 20 mai



2020 une correspondance au Directeur de la chaîne dans laquelle il lui a demandé d'apporter des précisions à ce sujet afin de trouver une solution à cette affaire conformément aux prérogatives de l'ARAV », a ajouté la même source. Dans sa réponse écrite, le directeur d'El Hayat TV a affirmé, le 21 mai 2020, que sa chaîne diffusait effectivement le programme "El alghaz

El khemsa" depuis le 02 mai 2020 avec le même titre de l'émission de feu Abdelkader Talbi, mais un contenu complètement différent.

Al-Hayat TV qui a adopté le même titre en hommage au défunt, avait annoncé son intention dans le premier numéro du programme et n'avait pas l'intention de s'approprier le titre, annonçant désormais sa décision de changer le titre de son émission tout en maintenant le contenu du programme, et d'adopter un titre différent, a souligné la même source.

Le président de l'ARAV salue l'accord "à l'amiable" auquel sont parvenus les deux parties et réaffirme l'impératif respect de la loi", conclut le communiqué.

SOIRÉE ARTISTIQUE À ORAN

Fermeture immédiate d'un hôtel sur ordre des autorités de la wilaya



Les autorités de la wilaya d'Oran ont décidé, mardi, la fermeture immédiate d'un hôtel comprenant une salle des fêtes, pour avoir abrité, à l'occasion de l'Aïd El Fitr, une soirée artistique, en infraction aux mesures de prévention contre la propagation du coronavirus, a indiqué un communiqué des services de la wilaya.

"Sitôt les autorités locales avisées de cette activité artistique organisée à la salle des fêtes "Zenith" d'Oran et diffusée sur la chaîne de télévision "El Bahia" dans la soirée du lundi 25 mai, en violation des règles du confinement sanitaire et des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus, une batterie de mesures a été prise en coordination avec les services de sécurité compétentes", a-t-on indiqué.

Il a été décidé, entre autres mesures, la fermeture immédiate de cet hôtel qui comprend la salle de fêtes pour non respect des mesures sanitaires préventives et l'animation d'une activité sans autorisation au préalable.

L'ouverture d'une enquête sécuritaire sur ces faits a été également décidée, a-t-on fait savoir de même source.

Cette soirée artistique, qui aurait été organisée la veille de l'Aïd El Fitr en présence d'un parterre d'artistes et de représentants de médias et autres invités et programmée pour diffusion au deuxième jour de cette fête, a suscité de nombreuses réactions, notamment à travers les réseaux sociaux, surtout dans une conjoncture marquée par des mesures et dispositions décidées par les hautes instances du pays qui veillent à l'interdiction des activités et rassemblements qui peuvent être vecteurs de transmission du coronavirus, a-t-on souligné.

Le wali d'Oran, Abdelkader Djellaoui a affirmé, à travers ce communiqué, que les pouvoirs publics traiteront, avec toute rigueur, de tels comportements touchant à la sécurité et à la santé publiques.

ITALIE

Le Colisée de Rome ouvre le 1^{er} juin

Le Colisée de Rome, site touristique le plus visité d'Italie, rouvrira le 1er juin après plus de deux mois de fermeture pour cause de pandémie, et sera illuminé pour l'occasion aux couleurs italiennes, a indiqué mardi une source officielle.

Attraction touristique majeure, avec plus de 7 millions de visiteurs par an, l'imposant amphithéâtre Flavien, inscrit au patrimoine mondial de l'humanité, "rouvre enfin au public, sous le signe de l'accessibilité, de l'accueil et surtout de la sécurité", selon un communiqué du site archéologique.

"Ces derniers mois ont été très difficiles, avec un silence

surréaliste difficile à accepter".

Mais le monument emblématique de la Rome antique au cœur de la ville éternelle rouvrira lundi "avec des protections sanitaires adéquates pour le personnel et les visiteurs" (masques et prise de température), des parcours sécurisés, des réservations obligatoires et des horaires modifiés pour éviter les attroupements aux heures de pointe.

"Pour fêter ce moment important (...), et en solidarité avec tous ceux qui ont perdu parents et amis lors de la pandémie, le Colisée sera illuminé la veille au soir (dimanche) aux couleurs du drapeau tricolore italien, sym-

bole de cohésion et de partage", ajoute le communiqué.

A mesure qu'elle se déconfiner, l'Italie rouvre peu à peu son patrimoine et ses monuments célèbres, en espérant relancer au plus vite le secteur clé du tourisme, mis à mal par la pandémie de Covid-19 qui a fait plus de 32.000 morts dans la péninsule.

Le gouvernement va rouvrir à partir du 3 juin les frontières du pays.

La presque totalité des monuments et édifices célèbres de la péninsule ont rouvert au public depuis une semaine: le site archéologique de Pompéi ce mardi, la basilique Saint-Pierre de Rome la semaine dernière,



la Galerie Borghese ou les musées du Capitole, les cathédrales de Florence et Milan.

Les Musées du Vatican, un

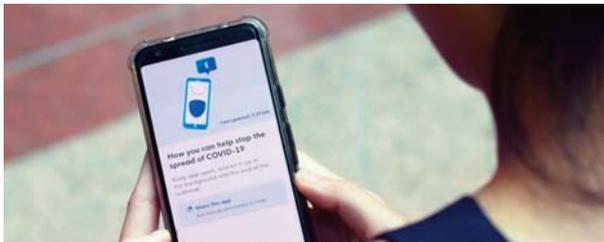
autre haut lieu de tourisme mondial, ont prévu leur réouverture aussi le 1er juin.

AP3

UE Cinq pays de l'UE appellent à mettre en place une application commune de traçage du COVID-19

Cinq pays membres de l'Union européenne (UE), tous accordant une grande importance à l'activité touristique, ont appelé mardi à développer une application numérique conjointe pour enrayer la pandémie, a rapporté l'agence de presse portugaise Lusa.

Dans un communiqué conjoint, les hauts responsables aux affaires numériques du Portugal, d'Allemagne, d'Espagne, de France et d'Italie ont souligné que les deux plus grands succès de l'UE à ce jour, à savoir la libre circulation des marchandises et la libre circulation des personnes, étaient remises en question aujourd'hui, car l'UE est confrontée à "son plus grand défi depuis sa création en raison de la crise" engendrée par le COVID-19. "La pandémie et ses conséquences économiques ne s'arrêtent pas aux frontières entre les Etats", ont-ils mis en garde, cités par Lusa. "Aucun Etat membre ne peut combattre cette crise seul, et cela est particulièrement vrai dans une écono-



mique numérique". Le retour à la normalité de l'UE, sa relance économique et le déplacement sans entrave des habitants à sa frontière "nécessitent un effort conjoint des Européens", ont-ils déclaré, faisant valoir que "les applications numériques nous permettent de rester constamment interconnectés en Europe malgré la distance physique" et que les applications numériques pouvaient jouer un rôle important pour

"nous sortir de cette crise". Le défi actuel "consiste à développer des solutions techniques efficaces au-delà des frontières des Etats membres, en prenant en compte les spécificités nationales", indique-t-il. "Ces solutions techniques doivent être développées en accord avec la législation nationale et européenne en matière de protection de la vie privée et des données tout en respectant les principes et valeurs euro-

peens", ajoute-t-il. Convenant que les Etats membres avaient le pouvoir de choisir les architectures technologiques les plus appropriées à leur contexte spécifique et à leur système de santé national, ils ont indiqué qu'ils étaient "déterminés à mener des efforts conjoints pour réaliser le niveau requis d'interopérabilité transfrontalière des applications de suivi et continuer de travailler main dans la main au niveau européen".

AAÉROSPATIALE La Chine veut lancer sa première sonde vers Mars en juillet

La Chine prévoit de lancer en juillet une sonde et un petit robot téléguider vers Mars, sa première mission en direction de la planète rouge, a annoncé le promoteur du projet.

Le pays investit des milliards d'euros dans son programme spatial: il lance des satellites, prévoit d'envoyer des hommes sur la Lune, et vient courant mai de lancer un nouveau vaisseau.

«Notre objectif était d'envoyer la sonde vers Mars courant 2020», a indiqué la China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC).

«Ce grand projet avance comme prévu et nous visons un lancement en juillet», a-t-elle souligné dimanche dans un communiqué. Il faudrait sept mois pour parcourir la distance Terre-Mars et la sonde chinoise n'arrivera pas à destination avant 2021.

La distance change constamment mais est au minimum de 55 millions de kilomètres.

Baptisée «Tianwen» («Questions au ciel»), la mission chinoise a trois objectifs: placer en orbite martienne

une sonde, la faire atterrir sur la planète rouge, puis téléguider à la surface un robot pour y mener des analyses. La Chine a déjà réalisé une opération similaire sur la Lune, où elle a déposé dès 2013 un petit «rover» téléguider à roues (baptisé «Lapin de jade»), puis son successeur en janvier 2019 (sur la face cachée de l'astre lunaire, une première mondiale).

Le pays asiatique n'est pas le seul sur le créneau des missions martiennes.

Les Etats-Unis, qui ont déjà envoyé quatre véhicules exploratoires sur Mars, doivent lancer entre juin et août leur cinquième (nommé «Perseverance»). Il devrait arriver vers février 2021. Les Emirats arabes unis vont lancer le 15 juillet la première sonde arabe en direction de la planète rouge, depuis le Japon.

Par contre, la mission russo-européenne ExoMars, victime de difficultés techniques aggravées par l'épidémie de Covid-19 et qui espérait lancer cet été un robot vers Mars, a été reportée à 2022.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LA WILLAYA DE LAGHOUAT

DIRECTION DE L'URBANISME ET D'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION-

ROUTE DE DJELFA- LAGHOUAT

NUMERO D'IDENTIFICATION FISCAL - NIF N° : 099803019005331

APPEL Offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° : 11/2020

La direction de la Direction de l'Administration de la wilaya de Laghouat lance un appel offres ouvert avec exigence de capacités minimales ; pour la réalisation de travaux suivant :

- Réhabilitations des voies commune de Laghouat Inonder – UN SEULE LOT.
- Travaux de Réhabilitations de certains tronçons voirie city Mamoura boustan commune Laghouat
- Réhabilitations des voiries lot 108 route nationale N 1 depuis l'entree sud lot boamer commune Laghouat
- Travaux de la route reliant la clinique au pont via le lycée dans le city burje sensus commune Laghouat

Les entreprises qualifiées en catégorie 04 et plus activités travaux publics principal Peuvent retirer les cahiers des charges, auprès du direction de l'urbanisme et d'architecture et de la construction la wilaya de Laghouat Des la première parution du présent avis sur la presse national

Les entreprises doivent déposer les plis à la direction de l'URBANISME et d'architecture et de la construction route de Djelfa Laghouat, dans trois enveloppes (enveloppe contenant le dossier de candidature -enveloppe contenant l'offre technique l'autre enveloppe contenant l'offre financière), sous pli cacheté avec Mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et dévaluation des offres » appel d'offres N° :l'objet de l'appel d'offres.

Le dernier délai de dépôt des offres est fixé au 10 jour à partir de la première

parution du présent avis à 14: 00 h

Le dossier de candidature contient:

- Une déclaration de candidature.
- une déclaration de probité.
- Les statuts pour les sociétés.
- Certificat de qualification et de classification ou Certificat agrément
- Les bilans
- les références bancaires.
- Liste de moyens humains
- liste de moyens matériels
- Références professionnelles.
- NIF
- cahier des charges charger et signer
- pièces fiscal et parafiscat
- les casiers judiciaires

LES CAPACITE MINIMAL :

- 1/ Catégorie 04 et plus travaux publics principal
- 2/ REFFERENCES PROFESSIONNELLES : au moins 20.000.000,00 D.A dans l'cton bitumeux.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 100 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.
- Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des offres techniques qui aura lieu (à 14:30) le jour de la date limite de dépôt des offres au siège de la DUAC, Si ce jour coïncide avec un jour Férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

AVIS D'ANNULATION DE L'AVIS

D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Chlef porte a la connaissance que l'avis d'attribution provisoire, relative a : « réalisation d'une salle OMS 500 places à Chettia Wilaya de Chlef

Lot n°01 : reste à réaliser salle de sport vestiaire + gradins

+ couverture en charpente métallique

- LE BOMOP

- LE JOURNAL "EL-LIKAA" EN DATE DU 16/03/2020

- LE JOURNAL " DK NEWS " EN DATE DU 16/03/2020

EST ANNULE

KARATÉ

La promotion de la discipline au menu de rencontres entre la WKF et les fédérations nationales

Des rencontres sur le développement et la promotion du karaté dans le monde et l'analyse de l'impact de la crise du coronavirus (Covid-19) sur la discipline, ont été tenues par visioconférence entre le président de la Fédération mondiale de karaté (WKF) et des représentants des fédérations nationales, a indiqué l'instance mondiale.

"Malgré la situation sanitaire dans le monde, il fallait rester en contact et maintenir un dialogue ouvert avec toutes les parties prenantes du karaté dont les fédérations nationales", a souligné l'organe directeur de la discipline.

Réparties sur trois jours, les réunions étaient une occasion pour la WKF "de renforcer l'unité de tous les membres de la famille du karaté, ainsi que de continuer à maximiser les progrès du sport", selon le site de l'instance mondiale. La première session a réuni des fédérations nationales d'Asie, d'Europe orientale et d'Océanie.

Des représentants d'Arménie, d'Australie, de Chine, du Taipei chinois, des îles Fidji, du Japon, de Malaisie, du Pakistan, d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis ont aussi participé à la session, en présence du secrétaire général de la WKF, Toshihisa Nagura, et du président de la Commission de karaté de la WKF, Dusana Augustovicova. Les représentants des fédérations des pays hispanophones ont, quant à eux, participé à la seconde session à laquelle a pris part l'Espagnol Antonio Espinos, patron de la WKF, qui s'est réjoui du niveau des discussions qualifiées de "très fructueuses".

"J'ai apprécié les interventions des délégués de fédérations qui ont contribué avec leurs expériences et leurs idées pour conduire le karaté vers de nouveaux sommets dans leurs régions", a déclaré Antonio Espinos. Une troisième session devrait se tenir avec les représentants du reste des fédérations dont celles du continent africain.

BASEBALL

Le syndicat des joueurs "déçu" du plan de coupes salariales de la MLB

Le syndicat des joueurs professionnels de baseball (MLBPA) s'est dit "extrêmement déçu" du plan de coupes salariales supplémentaires de la ligue (MLB) pour limiter l'impact économique de la pandémie de coronavirus, rapporte mardi ESPN.

Selon des sources proches du dossier citées par la chaîne sportive, la MLB a tenu une conférence avec le syndicat pour présenter ce plan qui comprend de fortes réductions de salaires pour les joueurs les mieux payés, au titre de la saison dont le début, prévu le 26 mars, a été reporté sine die. En l'occurrence, ils pourraient percevoir moins de 40% de leur salaire, quand les autres joueurs moins bien payés subiraient des coupes moindres, au prorata de leurs gains. Les deux-tiers des joueurs de MLB gagnent moins de 1 million de dollars par an. Cette proposition "implique des réductions de salaires supplémentaires massives et le syndicat est extrêmement déçu", rapporte ESPN, citant des sources de la MLBPA. Les joueurs affichent ainsi leur réticence à ce que des réductions de salaire supplémentaires leur soient imposées. En mars, ils avaient accepté de recevoir un peu plus de 50% de leurs salaires si la saison était réduite à 82 matches, soit environ la moitié du calendrier prévu. La ligue, plaidant une baisse des revenus d'environ 40% si la saison se joue sans spectateurs, espère tout de même parvenir à un accord avec les joueurs pour la débiter début juillet. "Nous avons fait une proposition au syndicat qui est tout à fait conforme aux réalités économiques de notre sport", a-t-elle déclaré dans un communiqué. Il y a quelques jours, l'instance a publié un guide de 67 pages incluant les protocoles de sécurité devant accompagner le déroulement de sa saison. Lequel n'a pas plus convaincu le MLBPA. "Nous sommes également très éloignés des attentes s'agissant des mesures de santé et de sécurité" pour prévenir les risques d'infection au virus, ont dit les sources syndicales à ESPN.

APB

AFRIQUE

Création de l'Union africaine des sports de boules

L'Union africaine des sports de boules (UASB), réunissant les Confédérations continentales des trois disciplines de sports de boules (pétanque, raffa, boule lyonnaise), a été officiellement créée, a-t-on appris mardi du président de la Confédération africaine de raffa (CAR), l'Algérien Mohamed Yacine Kafi.

"Les Confédérations boulistes africaines reconnues par l'UCSA (Union des Confédérations sportives africaines) et l'ACNOA (Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique) ont décidé de s'unir en une unique instance gérant dorénavant la raffa, la pétanque et la boule lyonnaise", a indiqué à l'APS Kafi, juste après la tenue d'une visioconférence entre les présidents des trois confédérations continentales. La naissance de l'UASB intervient aussi en prélude à l'unité des trois disciplines à travers le monde. "Après la dissolution de la Confédération africaine des sports de boules (CASB) par l'UCSA et celle de la Confédération mondiale des sports de boules (CMSB), les trois sports en Afrique devaient se constituer en une seule instance", a expliqué l'actuel président de la CAR.

Les présidents réunis ont déjà élaboré les statuts de l'UASB qui seront débattus dans une nouvelle visioconférence les prochains jours, avant de les finaliser et les



soumettre pour approbation lors de la prochaine assemblée générale prévue entre novembre et décembre, en marge des Championnats d'Afrique des trois disciplines boulistes prévus à Sharm El-Sheikh (Egypte).

"On doit accélérer la procédure et préparer tout ce qui tourne autour (logo, statuts, nombre des membres du bureau exécutif...). L'Assemblée élective est prévue entre novembre et décembre en Egypte, si la situation sanitaire en raison du coronavirus s'améliore d'ici là", a souligné Kafi, ajoutant que dans le cas

contraire, l'AG pourrait se tenir aussi par visioconférence. Il a été convenu que l'AG constitutive comprenne 40 membres dont les représentants désignés de chaque confédération, ceux des arbitres et juges, des athlètes africains médaillés aux Championnats du monde et les représentants africains dans les instances internationales. "Les 40 membres de l'AG auront à élire les neuf membres qui vont constituer le premier bureau exécutif de l'UASB", a expliqué Mohamed Yacine Kafi. Interrogé sur une possible candidature de l'Algérie

à la présidence de la nouvelle confédération, le président de la CAR a indiqué que cela dépendra de l'accord du ministère de la Jeunesse et des Sports et de son soutien. "Le soutien de la tutelle est obligatoire et impérative pour espérer postuler à la présidence qui nécessite un appui de notre Etat du point de vue logistique et financiers (siège et subvention, entre autres)", a conclu Kafi qui est aussi vice-président de la Fédération internationale des boules et secrétaire général de la Fédération internationale de raffa.

MUAY THAI/CEINTURE ONECHAMPIONSHIP (MOUCHE) L'Algérien Mahmoudi 4e dans la liste des challengers

Le kickboxer algérien Elias Mahmoudi figure en 4e position dans la liste des candidats à la conquête du titre mondial de muay thai, catégorie des poids mouche, selon Onechampionship, la prestigieuse Ligue asiatique spécialisée dans la promotion et l'organisation de combats d'arts martiaux. Le premier candidat dans cette liste est le Thaïlandais Panpayak Jitmuangnon.

Il est donc le challenger favori pour défier l'actuel champion et détenteur de la ceinture Onechampionship des poids mouche, son compatriote Rodtang Jitmuangnon.

Le deuxième challenger est également Thaïlandais, à savoir Superlek Kiatmoo, alors que le troisième est le

Britannique Jonathan Haggerty. Ce dernier avait déjà défié Rodtang pour la ceinture début janvier 2020, mais avait échoué dans cette conquête.

Le Thaïlandais, surnommé Iron Man (l'homme de fer, ndlr) l'avait mis KO d'un bon gauche au foie.

Même s'il figure actuellement en 4e position dans la liste des challengers, l'Algérien de 22 ans ne désespère pas d'avoir sa chance dès la reprise de la compétition, après la fin du confinement imposé par la pandémie du nouveau coronavirus.

Outre sa 4e place en muay thai, Mahmoudi, surnommé "Le Sniper" à cause de l'incroyable précision de ses coups, occupe la 5e position dans la spécialité kick-boxing.

Une belle ascension là encore, qui le place derrière trois Thaïlandais et un Brésilien.

Il s'agit de l'actuel champion et détenteur de la ceinture Onechampionship des poids mouche, le Thaïlandais Rodtang Jitmuangnon, de son compatriote Superlek Kiatmoo (2e) et du Brésilien Walter Concalves, qui complète donc le podium.

Juste devant Mahmoudi, c'est un autre Thaïlandais, Panpayak Jitmuangnon, qui occupe la 4e place.

Le jeune Algérien, établi en France où il est né le 14 janvier 1998, continue à se préparer en solo, en attendant la fin de la pandémie, pour reprendre la compétition et pourquoi pas essayer de viser la ceinture.

CORONAVIRUS

Le rugby à XIII, premier sport professionnel à reprendre en Australie

La reprise du championnat de rugby à XIII, prévue jeudi, marquera le retour du sport professionnel en Australie, alors que l'interruption due à la pandémie du nouveau coronavirus a connu plusieurs scandales.

Suspendue depuis le 24 mars après seulement deux journées, la saison de National Rugby League (NRL) reprendra avec un match à huis clos, entre les Brisbane Broncos et les Parramatta Eels, et la compétition se poursuivra jusqu'au 25 octobre, date prévue pour la finale.

Les équipes, soumises à un strict protocole sanitaire, sont réparties sur deux des Etats de l'Est du pays. Les Warriors, l'équipe néo-zé-

landaise qui intègre le championnat australien, sera basée à Tamworth, à 420 kilomètres au Nord de Sydney.

La capacité de l'Australie à contenir la progression du coronavirus a permis d'écartier l'idée, un temps évoquée, de loger les 16 équipes sur une île au large de Queensland. L'Australie a été un des pays à avoir le mieux réussi à contenir la pandémie du Covid-19, avec un peu plus de 7.100 cas et 102 décès, répertoriés selon des chiffres du ministère de la Santé.

Pour la NRL, cette reprise doit permettre de remplir les caisses qui s'assèchent rapidement, mais aussi de faire oublier la multitude de scandales qui ont frappé le rugby à XIII au cours des

derniers mois, alors que cette discipline est en concurrence avec plusieurs autres sports en Australie, notamment le rugby à XV, le football et le football australien.

"Notre sport n'a jamais subi autant d'épreuves", reconnaissait en mars le patron de la commission d'administration de la Ligue, Peter V'landys.

La participation des Warriors néo-zélandais a fait l'objet d'un bras de fer particulièrement dur entre la ligue et le gouvernement australien.

Et plusieurs responsables politiques ont menacé de faire suspendre à nouveau le championnat si des joueurs continuaient leurs entorses au confinement.

L'un d'entre eux a écopé d'une suspension de deux matches pour avoir invité des femmes à faire la fête chez lui.

D'autres ont alimenté la polémique en organisant un voyage en camping-car.

La NRL a en outre annoncé mardi qu'un joueur avait été suspendu après un contrôle antidopage positif.

Une polémique de plus, après celles sur la vaccination obligatoire des joueurs, sur le recours à un seul arbitre sur le terrain pour raisons sanitaires et un litige financier. Et non content d'avoir permis à la NRL d'être le premier championnat à reprendre, Peter V'landys continue de pousser pour un retour du public dès le 1er juillet.

RÉVISION DES STATUTS ET RÈGLEMENTS Les travaux des sous-commissions "avancent bien" (FAF)

Les sous-commissions relevant de la commission ad-hoc pour la révision de statuts et règlements de la Fédération algérienne de football (FAF) ont "bien avancé" dans leurs travaux, a indiqué mardi l'instance fédérale sur son site officiel.



"Par visioconférence ou en réunions tenues en observant les gestes barrières et règles de distanciation, les différentes sous-commissions n'ont pas lésiné sur les efforts pour accomplir leurs missions en réponse aux exigences de l'heure et futures du football national, à l'image des statuts et du Code de discipline", précise la FAF dans un communiqué.

Ce projet d'amendement des statuts avait été initié au lendemain de la visite des représentants de la Fédération internationale (Fifa) en décembre 2019. Il fera l'objet d'une promotion auprès des membres de l'assemblée générale, lors de regroupements régionaux qui seront organisés après la crise sanitaire du Covid-19. Rappelons que la FAF

avait annoncé la tenue de son assemblée générale pour l'adoption des statuts/code électoral, ratification des organes juridictionnels existants et élection des commissions électorales, au début de juin prochain. Cette date risque cependant de changer en raison de la crise sanitaire actuelle. Les sous-commissions cha-

néral adjoint de la FAF, Réda Ghezzal, sont composées des membres suivants :

- **Sous-commission chargée de la révision des statuts** : présidée par Me Youcef Hamouda et renfermant Me Abderrahmane Zouaoui, Me Abdou Belkherroubi, Amar Bahloul, Larbi Oummamar, Abdelkrim Medouar, Ali Malek et Youcef Benmedjber.

- **Sous-commission chargée des amendements du code de discipline** : présidée par Me Kamel Mesbah, et comprenant Mohamed Ghouti, Rachid Oukali et Khaled Goussanem.

- **Sous-commission chargée du règlement des championnats des jeunes** : présidée par Me Walid Laouer, et comprenant Abdallah Gueddah, Mohamed Hachemi, Chafik Ameur et Djamel Bourouba.

- **Sous-commission chargée du règlement des footballs professionnel et amateur** : présidée par Mourad Boussafer, et comprenant Ahcène Arzour, Réda Abdouch, Noureddine Boulefat, Nacereddine Soulimane et le Dr Djamel-Eddine Damerddji.

ENREGISTREMENT SONORE La Fifa n'aura pas à s'impliquer directement (FAF)

La Fédération internationale de football (Fifa) n'aura pas à s'impliquer directement dans l'affaire de l'enregistrement sonore qui aurait impliqué le directeur général de l'ES Sétif et le manager de joueurs Nassim Saâdaoui pour le marchandage de matchs, a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

"La Fifa n'aura pas à s'impliquer directement car il s'agit d'une affaire interne qui devra être traitée par les instances et les juridictions algériennes.

Les commissions juridictionnelles dépendantes de la FAF et de la LFP devant traiter cette affaire, auront à s'appuyer sur leurs propres règlements et code disciplinaire", a indiqué la FAF dans un communiqué.

Le sujet a été traité au cours d'une réu-

nion tenue vendredi dernier entre la FAF, représentée par Salah-Bey Aboud, directeur de la communication et chargé du dossier Intégrité, et Ennio Bovolenta, responsable du département Intégrité de l'instance internationale, ainsi que Vincent Ven et François Braun, tous deux Officiers Intégrité au sein de la Fifa.

"Le nouveau responsable du département Intégrité de la FAF devrait assister d'ores et déjà à l'audition de l'intermédiaire des joueurs (porté officiellement sur la liste des intermédiaires publiée le mois de décembre 2019 sous le numéro 126) convoquée pour le 7 juin 2020 par la commission de l'éthique.

Il a été convenu d'organiser une autre réunion la semaine prochaine, en présence cette fois du nouveau responsable

du département Intégrité de la FAF afin de procéder aux présentations d'usage et échanger sur le fonctionnement de cette nouvelle structure", précise la FAF.

Halfaya est accusé d'avoir sollicité ce manager pour arranger des rencontres et favoriser par conséquent son équipe afin qu'elle remporte le titre de champion d'Algérie au détriment des autres concurrents.

Absent lors de la première séance de la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) pour des "raisons de santé", le DG de l'Entente a déclaré jeudi dernier, peu après son audition, qu'il avait déposé plainte contre Nassim Saâdaoui et d'autres personnes pour "chantage", tout en insistant que l'enregistrement sonore est un "faux".

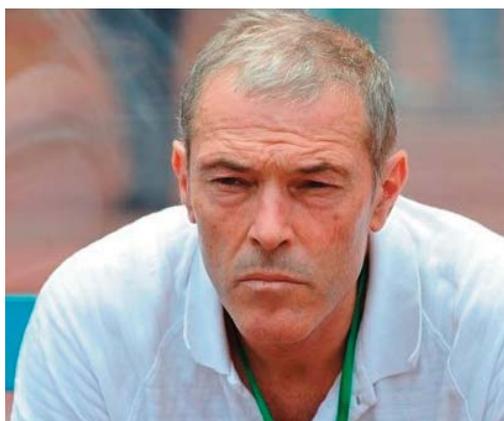
SÉLECTIONNEUR BÉNIN "Belmadi a apporté une dynamique à l'équipe algérienne"

Le sélectionneur des "Ecuireils" du Bénin, le Français Michel Dussuyer, n'a pas tari d'éloges sur l'entraîneur de la sélection algérienne de football, Djamel Belmadi, qui "a su apporter une dynamique aux Verts pour réaliser une performance estampillée".

Invité sur la plateforme WhatsApp AFM (Afrique Football Média), Dussuyer a été élogieux envers le sélectionneur des "Verts" qui, pour lui, a su "mettre une machine de guerre en place qui a broyé tout sur son chemin lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations en Egypte". "Chapeau à Djamel (Belmadi) pour le travail qu'il a fait dans un laps de temps court. Il a trouvé des joueurs qui étaient deman-

deurs, qui étaient dans une situation d'échec depuis quelques années. Ils avaient envie que les choses bougent", a indiqué le sélectionneur du Bénin. Le technicien français peut se targuer d'avoir battu l'équipe dirigée par Belmadi en octobre 2018, lors des éliminatoires de la CAN-2019.

Mais il relativise : "Il n'y avait pas encore son empreinte, sa patte et je pense que Djamel a su apporter une dynamique à cette équipe-là et être derrière ses joueurs pour qu'ils aient beaucoup plus d'engagement et de rigueur dans leur expression". Les Algériens ont su après, selon Dussuyer, "utiliser tout leur potentiel et ont laissé une très belle impression à la CAN



où ils ont logiquement remporté la compétition, parce que c'était la meilleure équipe du continent sur le moment".

LIGUE 1/MC ORAN Le staff technique sans salaires depuis huit mois

Les membres du staff technique du MC Oran n'ont pas perçu leurs salaires depuis huit mois en raison de la situation financière difficile que traverse le club de Ligue 1 de football, a-t-on appris mercredi auprès de son entraîneur en chef, Bachir Mecheri.

Malgré cela, Mecheri et ses deux assistants, Sebbah Benyagoub et Abdesslam Benabdellah, tous des anciens joueurs du MCO, se montrent compréhensifs quant à la conjoncture actuelle que traverse leur club et le sport algérien en général, impacté notamment par la crise sanitaire qui secoue le pays et le monde entier, a souligné l'ancien attaquant international à l'APS.

Le technicien oranais, qui avait aussi porté les couleurs du MC Alger pendant de longues années au cours de sa carrière de footballeur, n'a pas caché, en revanche, ses craintes au sujet des répercussions de la crise financière dans laquelle se débat la formation phare de la capitale de l'Ouest sur l'avenir de ses joueurs avec l'équipe.

"La situation des joueurs ne diffère pas trop à la nôtre en tant qu'entraîneurs, puisqu'ils n'ont pas été payés à leur tour depuis sept mois.

S'ils venaient de saisir la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), l'effectif risque tout simplement la saignée", a-t-il encore dit, saluant au passage le sens de responsabilité de ses protégés "qui se montrent jusque-là très compréhensifs vis-à-vis des difficultés financières auxquelles fait face à la direction du club".

Le directeur général du club, Si Tahar Cherif El Ouezani, en poste depuis l'été dernier, se retrouve dans l'obligation d'apurer les dettes du MCO envers d'anciens joueurs de l'équipe.

Il sera aussi dans l'obligation de s'acquitter, et dans les meilleurs délais, de près de 7 millions DA au profit de l'ex-entraîneur de l'équipe, le Français, Jean-Michel Cavalli qui vient d'avoir gain de cause suite à la plainte déposée auprès de la FIEA contre le club, rappelle-t-on.

Par ailleurs, l'entraîneur Mecheri s'est dit "pessimiste" concernant une éventuelle reprise du championnat, à l'arrêt depuis deux mois et demi, en raison de la pandémie du coronavirus, estimant que le manque de moyens matériels "ne faciliterait pas le respect des mesures préventives censées être appliquées si la compétition venait d'être reprise comme c'est le cas récemment pour le championnat allemand".

Le MCO, qui n'a plus goûté à la joie des titres depuis son dernier trophée en coupe d'Algérie en 1996, occupait la 8e place au classement du championnat avant que la compétition ne soit gelée.

Les Rouge et Blanc ont été également éliminés dès les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie.

APS

ANGLETERRE Décès de la légende de Manchester City, Glyn Pardoe

Manchester City (Premier League anglaise) a annoncé mardi le décès de son ancien grand joueur, Glyn Pardoe, à l'âge de 73 ans.

Pardoe restera dans l'histoire des "Skyblues" car il est encore à ce jour le plus jeune joueur à avoir joué avec l'équipe première de City.

Le latéral gauche a en effet débuté face à Birmingham en avril 1962, à seulement 15 ans et 341 jours. Homme d'un seul club, il a porté la tunique des "Citizens" de 1962 à 1976. La légende fit partie de l'équipe victorieuse du championnat en 1968.

Le joueur anglais a remporté la même année le Community Shield. Après avoir ajouté une nouvelle ligne à son palmarès avec la FA Cup en 1969, Pardoe a inscrit son plus beau but pour offrir la première Coupe de la League anglaise à son club de cœur en 1970, avant de parachever sa saison dorée avec la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe.

Le 29 octobre 2019, son petit-fils Tommy Doyle a fait ses débuts avec l'équipe première de City en League Cup face à Southampton (3-1).

CHINE - CORONAVIRUS C'est la rentrée des classes à Wuhan

Les amateurs de football dans la ville chinoise de Wuhan, épicentre de la pandémie du nouveau coronavirus, se mettent à réinvestir les terrains après près de trois mois de confinement.

La mise sous cloche de la métropole du centre de la Chine, peuplée d'environ 11 millions de personnes, a débuté le 23 janvier, et ne s'est achevée que début avril dernier.

"C'était un long confinement. On a dû se contenter de faire de l'exercice physique chez nous", raconte au bord du terrain Wang Zijun, un joueur amateur de 42 ans. "Avec mon fils, on avait l'habitude de faire des jongles et des passes à la maison avec le ballon. Parfois, on allait dans le parking souterrain de l'immeuble pour bouger un peu", explique-t-il à la presse durant une session de football nocturne.

Un autre joueur, Wen, confie sous les projecteurs du terrain sa joie de pouvoir retrouver ses amis et coéquipiers dans la chaleur pré-estivale de Wuhan. "Pendant le confinement, tout le monde se sentait si oppressé", se remémore l'homme de 45 ans.

"On a tous besoin de faire de l'exercice physique à présent. Alors on s'entraîne une fois par semaine. Je suis super content." La vie des footballeurs professionnels de la ville a également été chamboulée par la pandémie du Covid-19. La star de l'équipe de Chine féminine et du Paris SG, Wang Shuang, a ainsi dû se contenter de taper dans un ballon sur un toit d'immeuble à Wuhan, ville d'où elle est originaire et où elle était confinée.

Pour ce qui est des équipes de Wuhan Zall (1re division) et de Wuhan Three Towns (3e division), elles étaient contraintes pendant de longues semaines de s'entraîner à l'étranger, avant de pouvoir rentrer finalement dans la ville. La Fédération chinoise de football n'a cependant pas encore annoncé de date pour la reprise du championnat national.

APS

L'Algérien Boudebouz convoité par Montpellier

L'international algérien Riyad Boudebouz, serait convoité par Montpellier (Ligue 1 française de football), selon le site allerpaillade.com.

Ne figurant plus dans les plans de l'entraîneur de l'AS Saint-Etienne, Boudebouz sera libre dès la fin de l'actuelle saison et pourrait rebondir à Montpellier où évolue le champion d'Afrique algérien, Andy Delort.

Selon la même source très proche de Montpellier (HSC), Boudebouz pourrait apporter son expérience au HSCM et constituer une bouée de sauvetage pour lui. Boudebouz, milieu de terrain de 30 ans connaît bien la maison pour y avoir évolué entre 2015 et 2017 avant de rejoindre la Liga espagnole en s'engageant avec le Real Betis.

A l'AS Saint-Etienne, l'Algérien a inscrit 2 buts offrant 4 passes décisives en 29 matchs joués, toutes compétitions confondues. Son



contrat avec les Stéphanois expire en juin 2022. Son parcours avec l'ASSE a été estimé

"peu performant" par les Stéphanois d'où le souhait de l'entraîneur de le libérer au

même titre que six autres joueurs dont l'international tunisien Wahbi Khazri.

AFRIQUE (CORONAVIRUS)

La commission médicale de la CAF demande l'annulation de toutes les compétitions

La commission médicale de la Confédération africaine de football (CAF) a conseillé, dans un rapport transmis au Comité exécutif de l'instance continentale, l'annulation de toutes les compétitions, dont la Ligue des champions, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19), a déclaré mardi Prince Bambo, membre au sein de cette commission.

"Outre les compétitions interclubs (la Ligue des champions et la Coupe de la Confédération), nous avons conseillé au Comité exécutif d'annuler tous les tournois, y compris le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020 au Cameroun, qui devait se dérouler en avril dernier", a-t-il indiqué à la radio ghanéenne "Joy

FM". En raison de la pandémie du COVID-19, la CAF a reporté plusieurs compétitions, dont la suite des qualifications de la CAN-2021, ainsi que le début du 2e tour éliminatoire du Mondial-2022.

La Ligue des champions et la Coupe de la Confédération ont atteint le stade des demi-finales, avec la présence des Marocains du Raja Casablanca et du Wydad Casablanca et des Egyptiens du Zamalek et du Ahly en C1,



ainsi que de Pyramids (Egypte), Horoya (Guinée), Renaissance Berkane et Hasania Agadir (Maroc) en C3. Le doute demeure toujours sur le maintien de la phase finale de la CAN-2021 au Cameroun à sa date initiale (9 janvier - 6 février).

Dans un récent entretien accordé au média allemand Deutsche Welle, le président de la CAF, Ahmad Ahmad, a évoqué l'éventualité de reporter la prochaine édition de la CAN, précisant, toutefois, qu'aucune décision ne sera prise dans l'immédiat.

"Face à une telle situation, j'estime que toutes les parties prenantes dans l'organisation de ces compétitions pourront se retrouver plus tard pour discuter et se concilier pour que l'on puisse ensemble trouver un moyen de reprendre ces compétitions", a-t-il indiqué.

CORONAVIRUS

Pas de reprise pour les championnats au Togo

Les championnats de football au Togo ne reprendront pas, après l'annonce faite par la Fédération (FTF) mardi sur son site officiel de mettre fin aux compétitions en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Les compétitions de football au Togo étaient suspendues depuis le 17 mars pour cause de situation sanitaire. Il restait à disputer six journées en division Une et sept en seconde division. "Le Comité exécutif

de la FTF, après avoir écouté le rapport des consultations entreprises par le président, prend acte de l'impossibilité d'organiser des matchs et de reprendre l'ensemble des championnats en cours et décide de l'arrêt définitif des championnats nationaux de première et deuxième divisions 2019-2020", a précisé l'instance dans un communiqué. La FTF a fait savoir que le leader du championnat de division Une avant l'arrêt de

la compétition, l'ASKO de Kara, représentera le pays en Ligue des champions la saison prochaine, alors que son dauphin, Unisport, sera engagé en Coupe de la Confédération.

Outre ces décisions, l'instance fédérale a annoncé que la saison prochaine, la D1 se disputera à 16 clubs avec les montées des deux leaders des zones Sud et Nord de la deuxième division, tandis que la relégation a été gelée dans tous les paliers.

La Fédération française annule la Ligue 2 à 22 clubs

Le comité exécutif de la Fédération française de football (FFF) a acté mercredi l'annulation de la décision de la Ligue de football professionnel (LFP) de passer la saison prochaine à 22 clubs en Ligue 2, rapporte mercredi le quotidien Francefootball. Le comité exécutif de la Fédération française (FFF) a voté contre la décision de l'assemblée générale de la Ligue de football professionnel (LFP) du 20 mai, de passer la saison prochaine à 22 clubs en Ligue 2. Le Mans

et Orléans, respectivement 19e et 20e de Ligue 2, espéraient une Ligue 2 à 22 clubs suite à l'arrêt prématuré du championnat dû à la pandémie de coronavirus. Les deux clubs sont donc relégués. Le Comité exécutif de la FFF a donc estimé que le passage à 22 clubs en L2 était contraire à l'intérêt du football français, car les autres Championnats, professionnels (la Ligue 1) ou amateurs, ont tous connu des montées et des descentes même s'ils ne sont pas allés au bout.

Le championnat d'Ukraine va reprendre samedi

Le championnat d'Ukraine de football, suspendu depuis la mi-mars, va reprendre samedi à huis clos, a annoncé mardi la Fédération. Selon la décision publiée sur le site de la Fédération, pas plus de 200 personnes seront autorisées dans les stades durant les matches. Tous les joueurs et membres d'encadrement se verront prendre la température avant chaque rencontre.

L'Ukraine avait recensé lundi 21.245 cas de coronavirus dont 623 mortels. Le championnat a repris le 16 mai en Allemagne. Il est censé reprendre la semaine du 11 juin en Espagne. La saison a en revanche définitivement été arrêtée en France.

Joao Felix déjà blessé

La reprise de l'entraînement ne fait que commencer et l'Atlético Madrid a déjà perdu Joao Felix qui souffre d'une entorse du genou... Et une mauvaise nouvelle, une ! A moins de deux semaines de la reprise de la Liga, Diego Simeone et l'Atlético Madrid ont perdu un élément de base. Joao Felix s'est en effet blessé au genou lors de l'entraînement de ce lundi. Une mauvaise nouvelle dans cette période charnière avec une reprise et des conséquences que l'on ne connaît pas encore.



MEUNIER TOUT PROCHE DE DORTMUND

En fin de contrat au mois de juin, Thomas Meunier (28 ans, 27 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) ne devrait pas être prolongé par le Paris Saint-Germain. Non-retenu par ses dirigeants, le latéral droit belge devrait bien poursuivre sa carrière au Borussia Dortmund, comme évoqué ces dernières semaines. En effet, Bild

CASEMIRO LIÉ AU REAL JUSQU'EN 2023

Si rien n'a été officiellement annoncé par le Real Madrid, Casemiro aurait tout de même d'ores et déjà signé son nouveau contrat de trois ans avec le club espagnol.

C'était dans les tuyaux depuis quelques mois, ce serait désormais acté. Le Brésilien Casemiro aurait paraphé un nouveau contrat de trois saisons avec le Real Madrid, rapporte Marca, qui confirme l'information sortie au début du mois par la Cadena COPE. L'accord de cette prolongation serait survenu en cours de saison et tout aurait déjà été paraphé par les deux parties. Arrivé en 2013 en provenance de São Paulo, le milieu de terrain de 28 ans s'est doucement installé au sein de la Casa Blanca, jusqu'à devenir aujourd'hui un titulaire indiscutable aux yeux de tous. Cette saison, il a disputé 35 matches avec le Real Madrid et n'a été absent qu'à quatre reprises. Dans son article, Marca explique que le Real Madrid ne souhaite plus faire d'annonce publique concernant les prolongations de contrat de ses joueurs, sans donner d'explications supplémentaires.



affirme que le club allemand tient la corde pour recruter le Diable Rouge, ciblé pour prendre la succession d'Achraf Hakimi, qui va retourner au Real Madrid après son prêt fructueux de deux saisons. Aucune précision sur le montant de sa prime à la signature, son salaire ou encore la durée de son prochain contrat n'a été évoquée.

KYLIAN MBAPPÉ ENCENSE LIVERPOOL

Interrogé par le Mirror, l'attaquant du Paris Saint-Germain Kylian Mbappé s'est exprimé sur la saison de Liverpool, large leader de Premier League avant l'arrêt des compétitions : « Cette saison, Liverpool a été une machine en Premier League, reconnu Mbappé. Ils ont rendu la victoire facile, mais la vérité est que ce n'est jamais facile. Pour être aussi implacable qu'ils l'ont été, il faut avoir un très bon entraîneur et beaucoup de travail acharné à l'entraînement », révèle le champion du monde 2018.

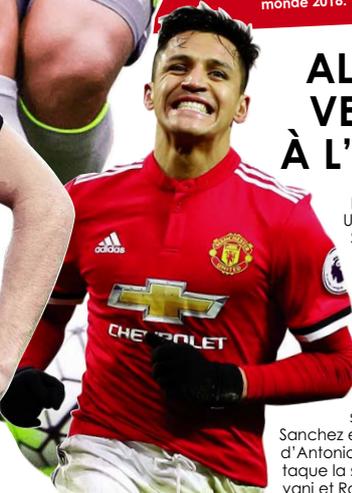
KULUSEVSKI : «IMPATIENT DE JOUER AVEC DYBALA»

Dans un entretien accordé à la Gazzetta dello Sport, le milieu de terrain Dejan Kulusevski (20 ans) s'est dit prêt pour son transfert à la Juventus en juillet prochain : "L'idée de me surer aux meilleurs m'attire. J'arrive à la Juventus aussi pour apprendre. Je me réjouis de jouer avec Dybala et son pied gauche magique. Dans tous les cas, je sais que je peux jouer à différentes places et je compte bien tout mettre en oeuvre pour me faire une place à Turin". Mais avant, "Je veux terminer en beauté avec Parme, après avoir vécu une saison extraordinaire". Il admet avoir choisi la Juventus aussi pour Maurizio Sarri: "Il est très sympathique, il m'a immédiatement mis à mon aise lorsque je suis venu à Turin. Je connaissais déjà son type de jeu. C'est aussi pour cette raison que j'ai choisi la Juventus".



ALEXIS SANCHEZ VERS UN AVENIR À L'INTER MILAN ?

Prêté cette saison par Manchester United du côté de l'Inter Milan, Alexis Sanchez pourrait finalement rester en Italie l'an prochain. Et si Alexis Sanchez posait encore un peu ses valises à l'Inter Milan ? Selon Tuttosport, le club italien pourrait conserver l'attaquant chilien de Manchester United et obtenir un nouveau prêt de la part des Red Devils cet été. Barré par une rude concurrence en Angleterre où son contrat court jusqu'en juin 2022, Sanchez entrerait en revanche dans les plans d'Antonio Conte qui voudrait l'aligner en attaque la saison prochaine avec Edinson Cavani et Romelu Lukaku. Affaire à suivre...



L'AÏD EL-FITR Le président Tebboune reçoit les vœux de son homologue turc

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, mardi, un appel téléphonique de son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan qui lui a présenté, à l'occasion de l'Aïd El-fitr, ses vœux les plus sincères, échangeant les informations sur les efforts déployés dans les deux pays pour endiguer la propagation de la pandémie Covid-19 et passant en revue la situation dans la région, indique un communiqué de la Présidence. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mardi dans la matinée, un appel téléphonique du président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan qui lui a présenté, à l'occasion de l'Aïd El-fitr, ses vœux de santé et de bonheur, souhaitant au peuple algérien davantage de prospérité et de bien-être", a précisé la même source. "A son tour, le Président de la République a présenté ses meilleurs vœux à son homologue turc, en priant Allah, de combler de sa bénédiction le peuple turc frère". Les deux présidents "ont échangé les informations sur les efforts déployés dans les deux pays pour endiguer la propagation de la pandémie Covid-19, en passant en revue la situation dans la région", ajoute la communiqué. A cet effet, "les deux présidents ont dénoncé le projet d'Israël visant l'annexion de nouvelles terres palestiniennes, le qualifiant d'une nouvelle violation flagrante du droit international et d'entrave supplémentaire au processus de paix". Quant au développement de la situation en Libye, les deux parties ont convenu d'intensifier les efforts afin d'imposer, dans une première phase, un cessez-le-feu, comme prélude nécessaire pour faciliter la solution politique interlibyenne, basée sur le respect de la légitimité populaire garante de la souveraineté de la Libye et de l'unité de son territoire", a conclu le communiqué.

FINANCES

Le projet de Loi de finances complémentaire 2020 en chiffres

Le projet de Loi de finances complémentaire pour l'année 2020 (PLFC 2020), présenté mardi par le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya devant l'Assemblée populaire nationale (APN), propose un nouveau cadrage macro-économique et budgétaire en tenant compte du contexte national et international caractérisé par une crise sanitaire sans précédent et une baisse drastique des prix du baril de pétrole. Voici les modifications apportées par le PLFC 2020 au plan des principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques et financiers :

-Le prix fiscal du baril de pétrole passerait de 50 à 30 dollars tandis que le prix du marché passerait de 60 à 35 dollars.

-Les recettes budgétaires diminueraient à 5395,5 milliards de dinars (mlds DA) contre 6289,7 mlds DA dans la Loi de finances initiale 2020. La fiscalité pétrolière budgétisée dans le PLFC 2020 s'élèverait à 1394,7 mlds DA alors que les ressources ordinaires se situeraient à 4001,1 mlds DA.

-Les dépenses budgétaires se situeraient à 7372,7 mlds DA, contre 7823,1 Mrds DA votées dans la Loi de finances initiale. Ces dépenses se ventilent en 4752,4 mlds DA en dépenses de fonctionnement et en 2620,3 mlds DA en dépenses d'équipement.

-Les dépenses de fonctionnement (hors masse salariale et hors transferts sociaux) baisseraient de 141 Mrds DA (environ -3%) soit -150 mlds DA de baisse de dépenses courantes et + 9 mlds DA pour couvrir l'impact de la revalorisation du SNMG.

-Les dépenses d'équipement baisseraient de 309 mlds DA (-10,5%) en passant de 2929,7 mlds DA à 2620,3 mlds DA.

-Un déficit budgétaire de 1976,9 mlds DA, soit -10,4% par rapport au PIB, contre -1533,4 mlds DA prévu dans la Loi de finances initiale pour 2020 (-7,2% du PIB).

-Les importations de marchandise-FOB (hors services non facteurs) baisseraient, en valeur courante, de 4,7 milliards de dollars pour atteindre 33,5 milliards de dollars, alors les importations de services baisseraient, en valeur courante, de 2,3 milliards de dollars.

-Les exportations d'hydrocarbures devraient atteindre 17,7 milliards de dollars à la fin de l'année 2020 contre 35,2 milliards prévues dans la LF 2020.

- Le solde de la balance des paiements prévu pour l'année 2020 s'établirait à -18,8 milliards de dollars contre -8,5 milliards prévu dans la Loi de finances initiale pour 2020.

- Le solde du Trésor devrait atteindre -2954,9 mlds DA, représentant -15,5% du PIB dans le PLFC pour 2020, contre -2435,6 mlds DA prévu dans la LF initiale pour 2020 (-11,4% du PIB).

-La croissance économique prévue dans le PLFC, serait négative, elle s'établirait à -2,63% contre 1,80% prévue dans la loi de finances initiale.

-- La croissance économique hors hydrocarbures se situerait à -0,91% contre 1,78% dans la loi de finances initiale.

Les principales mesures législatives proposées dans le PLFC2020 :

-Augmentation de la taxe sur les produits



pétroliers (TPP) ou assimilés de 3 dinars/litre pour les trois catégories d'essence et de 5 dinars/litre pour le gasoil.

- Augmentation de la valeur de la taxe (timbre) appliquée aux transactions de véhicules neufs.

- Remplacement de l'impôt sur le patrimoine par l'impôt sur la fortune, avec élargissement du champ des personnes auxquels il sera imposé et l'augmentation de sa valeur selon un barème progressif. La taxe actuelle fixée à 0,1% sur tout patrimoine dont la valeur dépassait 100 millions de DA sera remplacé par un barème progressif avec un taux de 0,15 % pour le patrimoine dont la valeur variée entre 100 et 150 millions de DA, de 0,25 % pour le patrimoine dont la valeur variée entre 150 et 250 millions de DA, de 0,35 % pour le patrimoine dont la valeur variée entre 250 et 350 millions de DA et de 0,5 % si la valeur du patrimoine variée entre 350 et 450 millions de DA.

- Reconduction, jusqu'à 2025, de l'abattement de 50% en matière d'IRG et d'IBS, au profit des revenus réalisés dans les régions du Sud, et ce à compter du 1er juin prochain.

- Réorganisation et reformulation du régime de l'Impôt forfaitaire unique (IFU), en annulant le régime de la déclaration contrôlée pour les métiers non commerciaux, à l'instar des avocats.

- Exonération totale de l'IRG pour les revenus n'excédant pas 30.000 DA par mois applicable à compter du 1er juin prochain.

- Révision du seuil du SNMG passant de 18.000 DA à 20.000 DA au bénéfice des bas revenus. Cette mesure prend effet à compter du 01 juin prochain.

- Suppression de la règle de répartition du capital social 49/51%, à l'exclusion des activités d'achat et revente de produits et celles revêtant un caractère stratégique.

- Annulation du droit de préemption de l'Etat, sur toutes les cessions d'actions ou de parts sociales réalisées par ou au profit d'étrangers, prévu dans le LFC 2010 et la loi 16-09 relatifs à la promotion de l'investissement.

- Annulation des dispositions obligeant le financement des investissements étrangers par recours aux financements locaux.

- Instauration d'un nouveau régime préférentiel visant à relancer les industries mécanique, électronique et électrique, à travers des exonérations fiscales et l'exemption des droits de douane, mais en écartant les collections destinées à l'industrie de l'assemblage et montage automobiles (CKD).

- Exonérations des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée, pour une période de deux (02) ans renouvelable, pour les composants et matières premières importés ou acquis localement par les sous-traitants.

- Autorisation des concessionnaires automobile à importer des véhicules neufs mais avec un nouveau barème des droits de douanes et augmentation des taxes sur les véhicules neufs.

- Introduction de nouvelles incitations au profit des startups.

- Transfert de la propriété des locaux réalisés, à titre gracieux, dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) vers le patrimoine privé des communes en vue de leur exploitation et la garantie de leur attractivité économique.

- Introduction des mesures d'aide exceptionnelles destinées aux secteurs économiques face à la pandémie de Covid-19 et prolongation des délais des déclarations fiscales et douanières pour les entreprises.

- Révision à la baisse du montant minimum en devises soumis à la déclaration douanière de 5.000 euros à 1.000 euros.

AFRIQUE

L'Algérie prend part à une réunion consultative sur l'impact du Covid-19 sur les échéances électorales

L'Algérie prendra part, mercredi, à une réunion consultative par visioconférence sur l'impact du nouveau coronavirus (Covid-19) sur les échéances électorales dans les pays africains, a indiqué mardi un communiqué de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

En prévision de ce rendez-vous, le président de l'ANIE, Mohamed Chorfi a présidé mardi après-midi au siège de l'ANIE au Palais des Nations (club des pins-Alger), une réunion préparatoire avec les secrétaires généraux des ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire et de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, a souligné le même communiqué.

La réunion a permis, ajoute la même source, de coordonner les vues entre institutions de l'Etat et échanger les informations, notamment concernant les moyens d'organiser et de préparer les rendez-vous électoraux, sur fond de crise sanitaire causée par la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19). Cette réunion intervient, «en application des instructions du président de la République qui a chargé M.Mohamed Chorfi, président l'ANIE de participer à la réunion consultative qui sera organisée par la Commission de l'Union africaine (UA) en visioconférence le 27 mai 2020 et consacrée à l'examen de l'impact de la pandémie du nouveau coronavirus sur les échéances électorales dans les pays africains».

TRIBUNAL DE BOUMERDES

Report au 2 juin du procès d'Abdelghani Hamel, de son fils et d'ex-responsables accusés de corruption

Le tribunal de Boumerdes a décidé mardi le report du procès de Abdelghani Hamel ancien Directeur général de la sûreté nationale (DGSN) un de ses fils (C.H) et plusieurs ex-responsables poursuivis dans une affaire de corruption au 2 juin prochain, a-t-on appris de source judiciaire. Le report est notamment du, selon la même source, au "refus du collectif" de la défense des accusés d'un jugement à distance", inscrit au titre des mesures de prévention contre le coronavirus. Le collectif de défense a affirmé tenir à un jugement en comparution. De nombreux ex-responsables vont également comparaître avec l'ex-DSGN dans cette même affaire de corruption, dont notamment trois ex-wali de Tipasa, mais aussi l'ex-chef de la sûreté et le Directeur de l'Industrie de cette même wilaya. Les mis en cause dans cette affaire sont poursuivis pour "détournement de foncier" et "abus de pouvoir".